ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 130 - 9 février 1990 - prix : 8 F

L'URSS A L'HEURE DU MULTIPARTISME

LA CLASSE OUVRIERE SOVIETIQUE PRENDRA-T-ELLE LA PAROLE ?

M 6189 - 1130 - 8,00 F
3796189008001 11300

L'URSS à l'heure du multipartisme :

A l'instigation de Gorbatchev, le plénum du Comité central du Parti Communiste de l'URSS, qui vient de se tenir à Moscou, a fait un nouveau pas vers l'instauration du multipartisme en Union soviétique.

Cette décision était attendue et figurait au moins implicitement, depuis longtemps, dans le projet politique de Gorbatchev avec sa «perestroïka». Elle est d'ailleurs de fait en partie réalisée depuis deux ans, avant qu'on l'entérine sur le plan juridique. Le Parti Communiste

LA CLASSE OUVRIÈRE SOVIÉTIQUE PRENDRA-T-ELLE LA PAROLE ?

de l'URSS est divisé en au moins trois tendances majeures : les conservateurs comme Ligatchev, les «libéraux pressés» du type Eltsine et les centristes gorbatcheviens. Sans parler d'une multitude de clubs, de cercles ou d'organisations diverses qui se sont créés, surtout dans les universités, ou des tendances qui peuvent se constituer autour de militants syndicalistes.

Gorbatchev a suscité ou s'est appuyé sur l'expression de ces courants politiques, dans et hors de son propre parti, pour jouer les uns contre les autres et rénover la société soviétique fossilisée sous Brejnev, et asseoir si possible son propre pouvoir. Il a cherché aussi à composer, jusqu'à un certain point, avec des tendances nationalistes qui elles-mêmes disposent maintenant seules du pouvoir dans bon nombre des républiques qui composent l'URSS. Il a besoin aujourd'hui, pour tenter d'éviter l'éclatement de l'URSS, que ces courants puissent être associés au pouvoir politique concurremment avec le Parti Communiste. Et au point où on en est, même les «conservateurs» qui s'opposent à Gorbatchev ne peuvent plus s'opposer ouvertement à ce projet.

★ ★ ★

En menant de telles réformes, Gorbatchev a bien entendu ses propres projets et cherche à défendre à sa façon les intérêts des couches dirigeantes soviétiques ou d'une fraction de celles-ci. Mais indépendamment des objectifs poursuivis par Gorbatchev, le fait que la possibilité de constituer des partis politiques réapparaisse en URSS est une bonne chose. Le régime dit «de parti unique», devenu cette dictature policière qu'a connue l'URSS stalinienne et qu'elle connaît encore en grande partie, n'avait et n'a rien à voir avec ce qu'étaient les objectifs de Lénine, de Trotsky et des révolutionnaires de 1917. Il a fait un mal incommensurable, d'abord et avant tout, à la classe ouvrière soviétique elle-même, et celle-ci n'aurait rien à gagner à son maintien.

A l'inverse, gagnera-t-elle vraiment quelque chose à l'évolution en cours en URSS ? Cela dépendra d'abord d'elle-même, de la classe ouvrière soviétique. Aujourd'hui, le multipartisme existe déjà dans les faits pour nombre de couches sociales, pour des petits-bourgeois, des intellectuels, de ces fractions de la bureaucratie qui se sont emparées du pouvoir à l'échelon d'une république. Autant de couches qui ont conscience de leurs intérêts propres et cherchent à les pousser en avant en s'organisant et en s'exprimant politiquement. Il reste à savoir si la classe ouvrière soviétique saura en faire autant.

★ ★ ★

La classe ouvrière a déjà montré, par exemple à l'occasion de la grève des mineurs de Sibérie l'été dernier, mais aussi à d'autres occasions, qu'elle pouvait retrouver le chemin de la lutte de classe. Elle le fera certainement de plus en plus, car c'est une nécessité qui découle de toute la situation. Les bureaucrates au pouvoir aujourd'hui en URSS, qu'ils soutiennent Gorbatchev ou qu'il s'opposent à lui, comme les autres courants politiques qui partageront ce pouvoir peut-être demain, n'envisagent de réformer l'économie soviétique qu'aux dépens de la classe ouvrière, en lui faisant payer, par le chômage, l'inflation ou les pénuries, la réorganisation de l'économie.

Si leurs projets se réalisent, peut-être la classe ouvrière d'URSS devra-t-elle supporter, s'ajoutant à l'exploitation par la nomenklatura soviétique, celle de nouvelles «nomenklaturas» de bureaucrates nationaux, voire l'exploitation par des trusts occidentaux.

Sans doute, sous bien des aspects, cette nouvelle situation peut comporter des améliorations immédiates, ne serait-ce que celle, purement morale mais combien importante, de sentir qu'on a enfin droit à la parole. Mais pour que ce soit vraiment une amélioration, encore faut-il la prendre. Il faudra que la classe ouvrière soviétique sache le faire pour défendre ses propres intérêts. Car en URSS, tout comme ici, personne ne le fera à sa place.

Le multipartisme en URSS, cela peut signifier pour la classe ouvrière soviétique une liberté d'expression, d'organisation, la renaissance de véritables partis ouvriers. A condition de savoir mettre à profit la situation. Car une véritable démocratie où les travailleurs pourraient décider de leur propre sort, comme c'était le projet de la révolution d'octobre 1917, une telle démocratie ne se donne pas, ne sera pas «accordée» par un homme providentiel, ni par Gorbatchev ni par un autre : elle se prend. C'est vrai en URSS comme ailleurs.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le plénum du Comité Central du PCUS

VERS LE MULTIPARTISME

La marche vers le multipartisme aura donc été officiellement engagée en Union Soviétique par le plénum du Comité central des 5, 6 et 7 février. Gorbatchev s'est une fois de plus livré à une gymnastique politique qui consiste à prendre ses adversaires à contre-pied. Après avoir fait sensation dans les médias tant soviétiques qu'internationaux en laissant filtrer qu'il allait proposer la suppression de ce fameux article 6 de la Constitution soviétique qui consacrait la domination du parti unique, il était bien plus prudent dans son discours au plénum où il se limitait à parler de *"ce processus"* qui *"peut conduire, à une certaine étape, à la création de partis"*.

Même édulcorée dans l'expression, la démarche est cependant claire. Elle a déclenché quelques contestations au sein du Comité central regroupant les dignitaires de l'appareil et qui ne compte pas que des amis de Gorbatchev dans ses rangs. On peut penser qu'elle était étudiée pour cela. Ce plénum était probablement moins destiné à débarrasser la Constitution soviétique de l'article 6 qu'à permettre à Gorbatchev de se débarrasser de quelques-uns de ses adversaires, en amenant certains à se livrer à une contestation perdue d'avance, en amenant d'autres à s'aligner publiquement sur les propositions de Gorbatchev. D'où la décision de faire avancer le prochain Congrès du parti au mois de juillet avec, à la clé, un grand coup de balai "démocratique" à l'encontre des membres de l'appareil hostiles à Gorbatchev dont ce dernier n'aurait pas encore réussi à se débarrasser... par des manœuvres d'appareil.

Tout a été fait pour que les adversaires de Gorbatchev soient impressionnés. La manifestation du dimanche 4 février, organisée par l'aile radicale des réformateurs du parti, mais soutenue et favorisée par le pouvoir, fut un succès. C'est, semble-t-il, surtout l'intelligentsia qui s'est mobilisée. Ce n'est pas une nouveauté : fût-elle critique à l'égard du secrétaire général, c'est elle qui constitue la base sociale sur laquelle s'appuie Gorbatchev. Mais, pour faire bonne mesure, ce dernier a tenu à recevoir, à la veille du plénum, des représentants de ces mineurs de Sibérie et d'Ukraine qui étaient en grève il y a quelques mois. Quelques-uns devaient même participer au plénum, à titre d'invités. Histoire de montrer que les conservateurs - dont certains prétendent s'opposer à Gorbatchev et à sa politique au nom de la défense des intérêts des ouvriers face aux conséquences néfastes des réformes gorbatchéviennes - n'ont pas le monopole de la classe ouvrière.

LE MULTIPARTISME DE FAIT

Un nouveau pas aura donc été franchi dans la démarche de Gorbatchev. Pour aller où ? Au moins pour réformer le fonctionnement politique du régime de la bureaucratie. Peut-être pour aller plus loin, dans la direction souhaitée par l'aile radicale des réformateurs, représentée par des hommes comme Afanassiev, Eltsine et quelques autres, qui se déclarent prêts à scissionner et constituer un autre parti, si le PCUS ne va pas assez loin et assez vite dans *"la démocratisation"*, dans la légalisation de la *"pluralité des formes de propriété"* et de *"l'économie de marché pour remplacer l'économie planifiée"*.

Pour l'instant, ce que certains quotidiens qui aiment les sensations fortes ont appelé *"la révolution de février"* s'est limité d'une part, à des échauffourées dont l'issue était réglée d'avance entre Gorbatchev et les tenants d'une politique de conservation, d'autre part à la mise en route de la reconnaissance officielle de ce multipartisme qui, dans les faits, existe déjà.

Au moment-même en effet où le plénum du Comité central discutait gravement de la question de l'abandon ou pas par le PCUS de son monopole de parti unique, le Mouvement national arménien et le Front populaire azéri négocient pour trouver *"des voies pacifiques en vue d'un règlement du conflit dans le Caucase"*, non pas dans la clandestinité ou dans l'émigration, mais très officiellement à Riga, invités par le Conseil de la Baltique, émanation des organisations nationalistes des trois républiques baltes. Même au congrès du Soviet suprême tel qu'il est, il y aurait déjà quelque vingt-deux "Fronts", "Clubs" et autres "groupes", qui ont tout du parti, sauf encore le nom.

Ces partis de fait sont, pour la plupart, les expressions de forces nationalistes des différentes républiques. Mais pas seulement. Les courants, dont les uns veulent pousser Gorbatchev sur la voie des réformes et les autres veulent le freiner, représentent déjà dans les faits de véritables partis, engagés dans une lutte politique qui ne se cantonne plus depuis longtemps au secret des couloirs des bureaux du Parti et de l'Etat. La dernière manifestation de Moscou a été non seulement une démonstration de l'audience de ceux qui prétendent soutenir Gorbatchev - parmi lesquels, pêle-mêle, des partisans d'Eltsine aussi bien que des sociaux-démocrates, des anarcho-syndicalistes, des monarchistes - mais aussi l'occasion pour le camp adverse d'affirmer sa présence. Le correspondant du *Monde* soulignait que dans le même cortège de contre-manifestants, les uns brandissaient des slogans *"Bas les pattes devant Lénine"* et les autres, des slogans ultra-nationalistes et antisémites. Expression de l'entente - qui ne date certes pas d'aujourd'hui - entre les plus staliniens de l'appareil et l'extrême-droite fascisante.

L'ART D'UTILISER LES RÉFORMATEURS CONTRE LES CONSERVATEURS ET RÉCIPROQUEMENT ?

Gorbatchev qui a le privilège, pour reprendre l'expression d'un journaliste, d'être à la fois le chef du parti au pouvoir et le chef de l'opposition, navigue pour l'instant habilement entre les courants contraires que la "glasnost" a libérés. Vient-il d'imposer au Comité central un pas irréversible sur la voie de la suppression officielle du parti unique ? Si oui, très bien : les travailleurs n'ont certainement aucun intérêt au maintien du monopole de ce parti stalinien qui, depuis au bas mot soixante ans, n'est plus qu'une courroie de transmission politique du dictateur du moment gouvernant pour le compte de la bureaucratie ; un parti stalinien, responsable de l'extermination d'une génération de révolutionnaires prolétariens, responsable de la terreur sur la société soviétique en général et sur la classe ouvrière en particulier, responsable de Staline, de Brejnev, responsable, sous l'étiquette communiste, de la trahison de toutes les idées communistes.

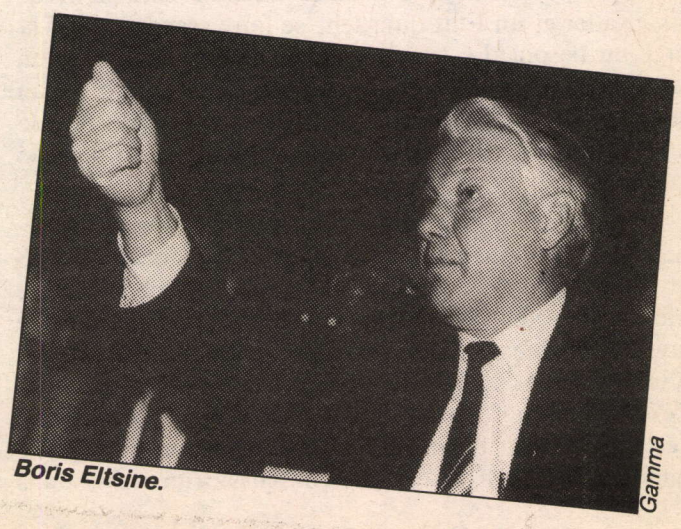
Mais le droit au pluripartisme ne donnera pas encore à la classe ouvrière le parti qui représente ses propres intérêts, tout au plus, pourrait-il en faciliter la gestation.

Pour le moment, les intérêts politiques de la classe ouvrière ne sont pas défendus dans cette affaire, même si, de Gorbatchev aux conservateurs en passant par les nationalistes, chacun prétend les représenter. Ils ne sont évidemment pas représentés par les conservateurs de l'appareil, même lorsqu'ils évoquent le marxisme-léninisme pour se cramponner à leurs postes et privilèges. Ils ne sont pas représentés non plus par les mouvements nationalistes dont les uns, dans le Caucase, dressent les travailleurs d'ethnies différentes les uns contre les autres dans des affrontements sanglants ; dont les autres, dans la Baltique, se contentent d'utiliser les mécontentements des travailleurs pour obtenir des avantages pour les classes privilégiées locales. Ils ne sont pas représentés non plus par Gorbatchev, même lorsque celui-ci propose, comme il vient de le faire, son alliance aux ouvriers pour combattre l'appareil et les apparatchiks... Mais pour quoi faire ? Au mieux, si l'on peut dire, pour sauver la bureaucratie de la catastrophe. Au pire, pour aménager une transition sans trop de secousses vers le capitalisme.

Si la démocratisation en Union soviétique se fait, tant mieux. Mais elle ne tournera à l'avantage de la classe ouvrière et de ses intérêts, que si la classe ouvrière est capable d'utiliser les possibilités qu'elle offre pour s'exprimer elle-même, pour s'organiser, pour faire prévaloir sa propre politique qui ne peut en aucun cas être celle de Gorbatchev.

Georges KALDY

Deux militaires de haut rang quittant le Comité central. (AFP)



Boris Eltsine. Gamma

Dans notre courrier

UN TÉMOIGNAGE SUR L'AMBIANCE À MOSCOU

Nous avons reçu le témoignage d'un lecteur de retour d'URSS. Nous le publions d'autant plus volontiers qu'il illustre l'ambiance qui y régnait au moment où s'ouvrait le plénum du Comité central du PCUS.

La manifestation du 4 février devant le Kremlin. (AFP)

L'ambiance était tendue, tant dans le pays qu'à l'intérieur des cercles dirigeants, au moment où s'ouvrait le plénum du Comité central. Tensions nationales avec les récents sanglants événements dans le Caucase, avec le regain des revendications indépendantistes dans la Baltique mais aussi en Azerbaïdjan ; tensions également dans l'ensemble du pays où les pénuries s'aggravent tandis que les prix augmentent et que les promesses d'amélioration que le pouvoir avaient liées aux réformes sont présentées dans nombre de journaux comme la seule chose que l'on puisse trouver aujourd'hui en abondance. Tensions politiques enfin, dans le cadre de la préparation des élections aux Soviets (parlements) des 15 Républiques et aux Soviets locaux (équivalents des conseils de départements et municipalités).

Les différentes forces politiques et fractions rivales, au sein même du parti au pouvoir, s'affrontent ouvertement devant une population qui, la presse soviétique l'a plusieurs fois souligné, est infiniment moins mobilisée qu'il y a un an lors des élections au Soviet suprême, voire franchement indifférente. Comme le déclarait une femme interviewée sur *Radio Moscou* mardi 30 janvier : *"Qu'on me permette de ne pas être seulement préoccupée de m'approvisionner en nourriture et en vêtements, et j'aurai peut-être le temps de m'occuper de qui sera mon député"*. L'attitude de certains députés élus l'an dernier, présentés comme des hommes nouveaux, et que l'on a vus plus se préoccuper d'asseoir leurs privilèges que d'autre chose, et des scandales à répétition, qui éclaboussent les dirigeants aux quatre coins du pays, n'ont pas peu contribué au septicisme, voire à un certain écœurement de la population quant aux changements, ne serait-ce que d'hommes politiques, que peuvent faire naître les élections.

LES CONSERVATEURS À L'ŒUVRE

Les conservateurs, dont leur chef de file Ligatchev, ne peuvent évidemment que chercher à profiter du mécontentement sur fond de ce qu'ils présentent comme des désordres, afin de prôner un arrêt des réformes et surtout une reprise en main du régime. Leurs partisans ne se privent pas de prôner, dans les journaux qu'ils contrôlent, moins de laisser-aller et un Etat qui sache se faire respecter, par la force au besoin. La sanglante intervention de Bakou en Azerbaïdjan, comme celle de Tbilissi en Géorgie l'an dernier, ont été mises au compte, sans qu'il soit possible de le vérifier, des partisans de la manière forte au sein de l'appareil d'Etat.

Globalement, le camp conservateur s'appuie également sur un certain sentiment d'affaiblissement de l'URSS en Europe centrale, et joue la carte du chauvinisme grand-russe contre la montée des nationalismes dans le pays. Les professions de foi de ses candidats reprennent ouvertement les thèmes les plus chauvins de l'organisation d'extrême-droite russe Pamiat. Celle-ci, le 18 décembre, s'est illustrée en tenant le service d'ordre musclé d'une réunion de l'Union des écrivains de Russie (un des bastions des conservateurs et des chauvins), chassant les écrivains juifs de la salle, menaçant de pogrom et de représailles les "youpins" qui ne partiraient pas en Israël, tandis que la police laisait faire. Lors des fêtes de fin d'année, les pénuries alimentaires subites, provoquant parfois des manifestations, comme à Sverdlovsk dans l'Oural, pénuries qui ont disparu dès les premiers jours de 1990, ont été mises au compte d'un sabotage volontaire de l'approvisionnement d'une partie de l'appareil local du parti et de l'Etat qui cherchaient ainsi à aggraver le mécontentement populaire.

S'abstenant de prendre position ouvertement contre Gorbatchev, les conservateurs semblent miser sur une aggravation des tensions, estimant que le temps joue pour eux, et que s'ils ne disposent pas d'une majorité assurée au Congrès des députés et au Soviet suprême qui en est l'émanation, en revanche, au Comité central dont vient de s'ouvrir le plénum et où ils sont majoritaires, ils peuvent mettre à profit cette situation pour contrer Gorbatchev.

LA MANIFESTATION DU 4 FÉVRIER

Réformateurs, gorbatchéviens et réformateurs plus "radicaux", eux, ont aussi préparé le plénum à leur façon en appelant le dimanche 4 février à une manifestation à Moscou. Elle a été la plus importante qu'ait connue la capitale depuis longtemps.

L'agence Tass a estimé à 200 000 le nombre des manifestants. Ce sont des feuillets collés dans les quartiers qui ont fait circuler l'appel à manifester, avant d'être relayés par la radio. Ces feuillets étaient signés de réformateurs en vue : Eltsine, Afanassiev, Popov notamment, et d'organisations réformatrices qui accusent Gorbatchev de tergiverser. Le texte collé appelait à *"contrer Ligatchev et sa clique, à manifester contre le racisme de Pamiat et à refuser que se reproduisent des massacres comme à Bakou"*.

Dans le cortège, il y avait des groupes plus ou moins organisés par quartiers, à l'initiative des clubs d'électeurs de Moscou. Formations pro-Eltsine, mais aussi de nombreuses organisations politiques : le Front Populaire, Mémorial, le Comité panrusse pour un parti socialiste, l'association pour un parti social-démocrate, les communistes démocratiques (fraction au sein du PCUS composée d'intellectuels sociaux-démocrates), des anarcho-syndicalistes mais aussi des représentants de groupes nationaux, ukrainiens, baltes, azeris. Il y avait également des partisans d'un retour déclaré au capitalisme, (l'Union démocratique), voire à la monarchie. Plus généralement, il y avait surtout beaucoup de Moscovites venus crier leur dégoût du racisme ; des répressions, des privilèges de la bureaucratie. Peu de slogans, mais beaucoup de pancartes, des calicots réclamant l'abolition de l'article 6 de la constitution qui garantit le rôle dirigeant du Parti, s'en prenant au KGB présenté comme un allié de Pamiat ou réclamant la démission de Ligatchev. Certains affichaient : *"Gorbatchev, on est avec toi"* ; d'autres, parodiant un leitmotiv de Gorbatchev, proclamaient : *"Il faut protéger la perestroïka* (reconstruction, en russe), *mais qui nous protégera de son architecte ?"*.

Ce cortège dans lequel il n'y avait pas de groupes de travailleurs constitués en tant que tels, et où l'intelligentsia semblait dominer, s'est conclu par un meeting géant sous les murs du Kremlin où les organisateurs de la manifestation donnèrent à entendre des orateurs pour la plupart au ton très radical. Un général, de l'organisation militaire non officielle Chtchit (le bouclier) vint raconter comment en 1962, lors du massacre d'ouvriers de Novotcherkask, il avait refusé de *"faire tirer sur son peuple"*. Le juge Djilian, déchargé de l'enquête sur la mafia ouzbèque, dans laquelle il a non seulement fait inculper le gendre de Brejnev mais aussi mis en cause des membres de l'actuel Politburo, fut follement applaudi quand il demanda que les membres du CC et du BP, Gorbatchev compris, rendent des comptes sur leurs agissements et leurs revenus.

En revanche Eltsine, ancien dirigeant du parti de Moscou et véritable vedette du meeting, tint un discours beaucoup plus neutre, expliquant en substance que le CC, lors de ce plénum, avait là une dernière chance de ne pas décevoir l'attente de la population. Il se garda bien de mettre en cause le CC, apportant en quelque sorte par avance son soutien et celui des 200 000 manifestants à la solution de compromis que Gorbatchev chercherait à mettre en place entre conservateurs et réformateurs radicaux lors du plénum.

GORBATCHEV PRÉPARE LE TERRAIN

Gorbatchev n'est pas resté inactif de son côté dans la préparation du plénum. Le 2 février, il se montrait recevant une délégation de ces mineurs qui ont fait grève l'été dernier. Ces jours derniers, la télé et les journaux gorbatchéviens ont multiplié les reportages sur les organisations de base du PC dans les usines faisant état comme à Ouralmach (67 000 métallurgistes) à Sverdlosk, d'une défiance envers l'appareil moyen du parti, jusqu'au Comité central, d'un mécontentement contre l'utilisation incontrôlée des cotisations, et surtout contre la puissance d'un appareil sur lequel les organisations de base ne peuvent peser et dont la politique serait responsable de la fonte des effectifs du Parti et de la désaffection de la classe ouvrière vis-à-vis de la perestroïka.

En clair, selon lui, la fraction conservatrice de l'appareil saperait la base de tout l'appareil et provoquerait en particulier le mécontentement de la classe ouvrière, menaçant ainsi tout le régime. Comme, dans le même temps, Gorbatchev peut se prévaloir d'un rétablissement relatif du calme dans le Caucase et d'avoir obtenu un compromis avec les dirigeants indépendantistes du PC de la République de Lituanie, il semble, encore une fois, en position de force face aux plus réticents des membres de l'appareil vis-à-vis de sa politique, et en position de pouvoir jouer les conservateurs contre les réformateurs et réciproquement.

Roumanie

À L'HEURE DU CONSENSUS

Cinq jours seulement après l'affrontement, par des manifestants interposés, entre les partis dits d'opposition et le Conseil du Front de Salut National, le CFSN, celui-ci a décidé de s'effacer au profit d'un Conseil provisoire. Celui-ci regroupera à parité des membres du CFSN et des représentants des partis, y compris ceux d'opposition qui auront chacun trois représentants dans ce nouveau conseil qui doit siéger jusqu'aux élections, prévues pour le 20 mars prochain.

Quel changement cela représente-t-il pour ceux qui, au sein de la population roumaine, s'inquiètent de voir que le régime renversé à la fin du mois de décembre semble n'avoir changé qu'en surface, les mêmes hommes, les mêmes structures restant en place ? Bien peu en réalité. Mais cela change évidemment quelque chose pour les partis d'opposition.

Car ce que ceux-ci reprochaient au CFSN, c'était surtout de ne pas leur faire de place à la tête de l'Etat, notamment en vue de la préparation des prochaines élections. Ils ont pour cela trouvé l'appui d'une fraction de la population, et obtenu au moins en partie cette place.

En même temps, ils contribuent ainsi à donner au régime un visage pluraliste. Et au fond, tout cela fait probablement partie du jeu politique projeté au moins par un certain nombre de membres du CFSN tel que Ion Iliescu.

Tandis que les intérêts de la classe ouvrière, de la population pauvre de Roumanie qui a tant souffert de la dictature, ont bien peu de chances d'être représentés par l'un quelconque des protagonistes de ce nouveau jeu politicien...

Allemagne

UNIFICATION MONÉTAIRE ET RÉUNIFICATION

Le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, vient de proposer d'entamer des pourparlers sur l'union monétaire entre la RFA et la RDA, immédiatement, sans même attendre les prochaines élections qui doivent avoir lieu en Allemagne de l'Est en mars prochain. Le président de la Bundesbank, la banque centrale ouest-allemande, s'est montré lui moins pressé, déclarant *«prématuré»* d'envisager dès maintenant une union monétaire qui, bien qu'étant un processus inéluctable, devrait *«prendre du temps»*.

Ce qui est sûr, c'est que la circulation des personnes entre les deux Allemagnes, permise et institutionnalisée avec le symbole de la chute du «mur de Berlin», ne peut pas ne pas poser d'énormes problèmes économiques, en particulier pour la RDA. Et les dirigeants d'Allemagne de l'Est ont d'ailleurs eux-mêmes faits des offres pour la convertibilité immédiate des deux marks, avançant même des propositions conduisant à l'abandon de la souveraineté monétaire de la RDA.

Le problème n° 1 est d'endiguer le flot des réfugiés qui continuent à passer à l'Ouest, où la différence des niveaux de vie continue à agir comme un aimant. Un autre problème non négligeable, c'est que les prix très bas de certains produits, subventionnés par l'Etat est-allemand, donnent lieu à un trafic qui pompe les finances déjà flageolantes de la RDA.

Pour parvenir à l'unification monétaire, le problème n'est bien sûr pas simple. Instaurer la parité des monnaies au cours réel qu'elles ont actuellement, reviendrait à dévaluer le mark est-allemand par rapport à son cours officiel en le réduisant à son dixième. Cela appauvrirait considérablement la population est-allemande et la pousserait encore plus à partir à l'Ouest. Fixer une parité arbitraire surévaluant le mark est-allemand par rapport à sa valeur réelle, cela signifierait faire payer la Bundesbank – qui il est vrai ne manque pas de réserves – ce qu'apparemment les actuels dirigeants de l'Allemagne de l'Ouest sont prêts à faire dans une mesure qui reste encore à définir. Du moins c'est à cela que reviennent les proclamations de Kohl quand il prône l'ouverture de pourparlers dès maintenant.

Cela n'est sans doute pas dénué d'arrière-pensées électorales, tant en fonction de l'échéance de mars 1990 en RDA, qu'en fonction de celle de décembre 1990 en RFA, où doivent également se dérouler des élections générales.

Au-delà de tout calcul politicien, les mécanismes économiques restant ce qu'ils sont, l'union monétaire serait un pas décisif de cette réunification qui avance à grands pas. La coupure entre les deux Allemagnes date d'ailleurs pratiquement de la réforme monétaire de 1949, au moment où les Américains et leurs alliés anglais et français d'un côté, les Russes de l'autre, n'avaient pu s'entendre ni sur le lieu où les nouveaux marks allaient être fabriqués, ni par qui ils devaient l'être. Ce sont les Etats-Unis qui avaient alors pris la décision de fabriquer les Deutchmark, sans l'accord des Russes, aux USA, et les avaient acheminés en grand secret, avant de décréter l'échange obligatoire de l'ancien Reichsmark dans leur zone, obligeant leurs alliés à s'aligner et contraignant l'URSS à créer une autre monnaie pour sa zone. Cela conduisit finalement les autorités russes à empêcher la circulation des hommes et des marchandises, de façon à préserver le cours forcé du mark est-allemand. C'est cela qui finalement enclencha le processus de la division en deux Etats pour plus de 40 ans.

Le processus d'aujourd'hui, on le voit, tient du même scénario, à la différence près que la pellicule se déroule maintenant à l'envers...

Louis GUILBERT

Liban

LES COMBATS INTERCHRÉTIENS

(AFP)

Une fois de plus, les combats font rage au Liban. Mais cette fois, ils n'opposent plus les milices chrétiennes à l'armée syrienne ou à des milices druzes, chiites, sunnites, palestiniennes, ou l'une de ces dernières à l'armée israélienne ; ils opposent la principale milice chrétienne, les «Forces libanaises» dépendant du parti phalangiste, à l'armée libanaise ou plutôt à sa fraction chrétienne dirigée par le général Aoun.

Ce combat «interchrétien» est du coup qualifié de «fraticide» par une partie de la presse, comme si les autres l'avaient été moins... On a pourtant vu dans l'histoire pas mal de combats «interchrétiens», par exemple pendant les deux guerres mondiales !

Alors, ces combats ne sont sans doute malheureusement qu'un épisode de plus dans la guerre civile libanaise. Cette fois, c'est le combat pour le pouvoir au sein du camp chrétien lui-même. Le général Aoun, qui se présente comme le nouveau «libérateur» du Liban, se heurte à ses précédents «libérateurs» : les Forces libanaises, autrement dit les milices phalangistes, celles-là même qui ont d'ailleurs déclenché la guerre civile libanaise en 1975, en s'en prenant aux milices des Palestiniens et à celles de la gauche.

Aujourd'hui, c'est d'ailleurs sans doute la population des quartiers chrétiens eux-mêmes qui paye le plus lourd tribut à ces combats, qui ont fait en quelques jours près de trois cents morts. Et elle payera aussi de toute façon plus tard, quel que soit le vainqueur, en subissant la dictature d'Aoun ou celle des phalangistes ; même si bien d'autres fractions de la population libanaise ont déjà payé cher, et risquent de continuer de payer avec elle.

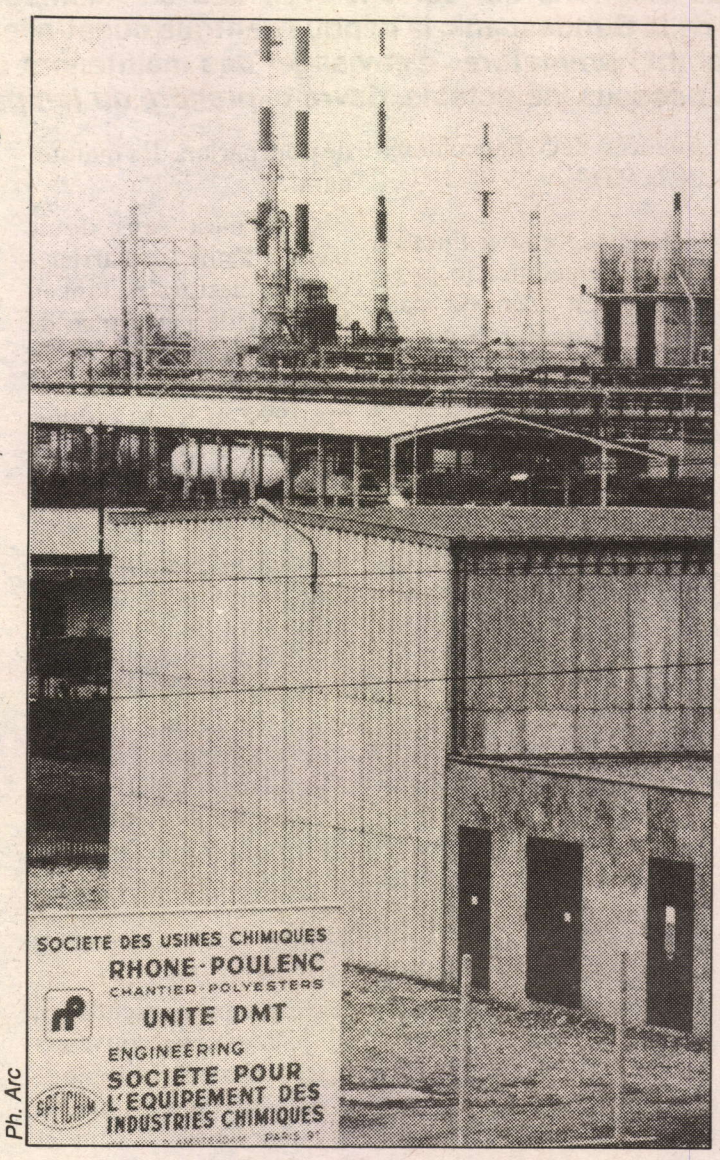
Cela montre, en tout cas, le vrai visage de ces forces politiques que les politiciens français nous appellent les uns après les autres à aider, au nom du «sauvetage des chrétiens du Liban» : de simples bandes rivales de massacreurs.

A.F.

Nationalisations, privatisations

QUAND C'EST FINI, "NI-NI", ÇA RECOMMENCE

Faut-il revenir sur le «ni-ni» pour le remplacer par le «et-et» comme le suggèrent certains, ou pour lui substituer le «cas par cas» ou encore le «ni totem ni tabou» comme le proposent d'autres ? Grave problème !



Ph. Arc

Rhône-Poulenc, hier privé, aujourd'hui nationalisé. Mais de toute façon les capitaux circulent fort bien entre les deux secteurs.

Pour Jacques Delors, l'actuel président de la Commission européenne – et qui fut en son temps ministre de l'Economie et des Finances dans le gouvernement Mauroy –, il est grand temps de se débarasser de la règle du «ni-ni», autrement dit «ni nationalisation ni privatisation» édictée par Mitterrand il y a près de deux ans, alors que celui-ci était candidat à sa propre succession.

«Laissons s'apaiser les bouillonnements que le va-et-vient nationalisations-privatisations ne prolongerait pas sans dommage... J'ai dit qu'élu j'arrêterai le ballet». Ainsi s'exprimait Mitterrand dans sa *Lettre aux Français* en avril 1988. C'était alors un geste vis-à-vis de la droite à qui il signifiait ainsi qu'il n'était pas question pour lui de renouer avec la politique qui fut la sienne en 1981 lorsqu'il nationalisa plusieurs grandes sociétés. Les nouveaux patrons des groupes industriels et financiers comme Saint-Gobain, Suez et autres Havas, qui venaient d'être reprivatisés par le gouvernement Chirac, n'avaient aucun souci à se faire, une nouvelle victoire de Mitterrand aux élections présidentielles ne changerait rien aux statuts de leurs entreprises.

Alors, pour quoi cette récente polémique ? Le «ni-ni» aujourd'hui décrié est-il un frein au développement des groupes nationalisés par rachat d'entreprises privées, ou une entrave à la pénétration de capitaux privés dans ceux des entreprises contrôlées par l'Etat ? Nullement. Il y a certes quelques freins législatifs mais que la présente législation aide tout de même à tourner aisément.

Les récents rachats d'entreprises privées par des trusts nationalisés montrent, si besoin était, qu'il n'est somme toute pas si compliquée que cela de faire passer une entreprise privée sous contrôle de l'Etat via un groupe nationalisé. Le rachat d'UTA par Air France est sans doute l'exemple le plus récent mais pas le seul. Rhône-Poulenc n'a-t-il pas, lui aussi, racheté il y a quelques mois le fabricant de semences Clause ainsi que les laboratoires Bottu ? Et le groupe Péchiney, spécialisé dans la production d'aluminium, n'a-t-il pas mis la main en novembre 1988 sur American National Can, spécialiste de l'emballage ?

A l'inverse, pourrait-on dire, le «ni-ni» présidentiel n'a pas empêché non plus que des entreprises publiques privatisent une part de leurs capitaux. Ce fut le cas lorsque le PDG de l'UAP programma au printemps dernier une augmentation de capital réservée aux investisseurs privés, ou bien lorsque Péchiney mit en bourse 25% de ses activités internationales, et Rhône-Poulenc 32% des capitaux de sa branche pharmacie.

Ces pratiques sont si courantes et si naturelles que bien des membres du gouvernement les ont justifiées avant ou après les déclarations de Jacques Delors. Bérégovoy a tenu à souligner que ce principe, le «ni-ni», *«n'interdit rien. Il suffit de faire preuve d'imagination. Il y a les entreprises publiques de premier rang : là c'est 100% de capital détenu par l'Etat. Il y a les filiales : là on peut descendre le niveau de participation publique»*. Et de son côté Roger Fauroux, l'ancien patron de Saint-Gobain actuellement ministre de l'Industrie, a confirmé qu'*«il n'y a pas d'objection à ouvrir le capital des sociétés encore nationalisées pour permettre aux capitaux privés d'y tenir une plus grande place»*.

Entre la norme et la forme, il y a donc une marge qui permet aux uns et aux autres de faire à peu près ce que bon leur semble. Dans de telles conditions ne serait-il pas plus simple comme le propose Delors, de lever les quelques entraves législatives qui compliquent les choses ? Cela permettrait entre autres aux capitaux privés de se précipiter plus facilement vers les entreprises publiques qui, pour la plupart, affichent une très bonne santé. En ces temps de morosité boursière, ce serait pour les détenteurs de capitaux en mal d'investissement une nouvelle bouffée d'oxygène...

Alors, n'en doutons pas, si c'est eux qui le demandent, ils auront satisfaction. Et tous les «ni-ni» de Mitterrand , même élevés au rang de promesses électorales, fondront comme neige au soleil...

Georges LATTIER

Eaux troubles

En marge de l'affaire des cliniques de Marseille, on a rappelé que le maire de cette ville, Vigouroux, avait rencontré le général Noriega lors d'une visite à Panama pour lui vendre une station d'épuration d'eau. Puis Noriega a été invité par des autorités militaires et reçu à la mairie de Marseille.

Depuis, on ne sait pas si l'eau de Panama est plus propre : c'est Noriega qui s'est fait "épurer". Et certains se demandent si Vigouroux est vraiment blanc dans les affaires d'argent sale !

Mais après tout, serrer la main de Noriega, ce n'est pas pire que ce qu'ont fait tous ces politiciens qui ont été serrer celle de feu Ceausescu... ou que tous ceux qui continuent d'aller faire des courbettes à Hassan II, ce roi pas encore renversé et qui continue donc de bénéficier de tous lès honneurs...

Serrer la main ou décorer des crapules, c'est le métier de politicien qui veut ça. Dis-moi qui tu fréquentes...

Ici l'ombre

Chirac propose de constituer un *"gouvernement de l'ombre"* ou un *"cabinet fantôme"*, comme cela se passe en Grande-Bretagne, où en attendant de se relayer au pouvoir les grands partis font déjà comme s'ils y étaient.

Mais comme les ministres sont toujours mêlés à de sombres affaires, avec la gauche ou avec la droite, on peut toujours se demander de quel côté se trouve l'ombre, et de quel côté se trouve la lumière.

Les ministères sont de toute façon toujours hantés.

(AFP)

Privés de motos

Après que les assassins de Malik Oussekine ont été jugés, et assurés qu'ils n'auront pas à effectuer un seul jour de prison pour leur forfait, Joxe, le ministre de l'Intérieur, informe que les motos des pelotons de voltigeurs auxquels ils appartenaient ont été vendues.

Les motos, bon..., mais nous, on aurait plutôt commencé par ôter les matraques.

A pied, à cheval ou en voiture, avec un ministre des flics de gauche ou de droite, le règne des "cognes" avec leurs "bidules" n'est pas encore aboli.

NÉGOCIER MAIS SUR QUOI ?

Si on voulait en croire le vice-président du CNPF, Jean-Louis Giral, le patronat serait *«prêt à revenir à une politique contractuelle au niveau interprofessionnel»*. C'est du moins ce qu'il a déclaré dans une interview au journal *Le Monde* du 6 février. Traduit en plus clair, cela signifie que le CNPF déclare souhaiter plus de discussions avec les confédérations syndicales, et qui dit discussions, dit marchandages.

Le CNPF a-t-il quelque chose à offrir, et quoi, pour améliorer les relations entre ce que l'on nomme «les partenaires sociaux» ?

Les relations de compères entre le patronat et les syndicats se sont effectivement relâchées quelque peu ces dernières années ; grâce au chômage et à la pression qu'il exerce sur les salariés, le patronat a cru possible et bon d'épargner un peu plus sur la distribution des miettes servant traditionnellement à acheter la paix sociale au travers de la collaboration syndicale. Mais les mouvements sociaux n'ayant pas totalement cessé, les syndicats, en tant qu'amortisseurs des luttes de la classe ouvrière, restent utiles aux yeux des plus influents des représentants du patronat.

Les bonnes relations avec les syndicats, cela fait partie des rites et des avantages de cette «démocratie» des pays occidentaux les plus riches, celle que justement les gouvernements des pays de l'Est tentent aujourd'hui de promouvoir pour sortir de leurs problèmes en pressurant les travailleurs encore plus, mais en prenant quelques précautions pour éviter ou amortir leurs réactions. Ce n'est pas au moment où on en vient à ces méthodes de gouvernement à l'Est qu'à l'Ouest, où cela se pratique depuis longtemps, on va les abandonner.

Ceci dit, quand on regarde de près ce que Jean-Louis Giral a à proposer pour ces *«négociations interprofessionnelles»*, on ne peut que constater que le patronat ne met pas un prix bien élevé à sa nouvelle offensive de charme en direction des bureaucraties des confédérations syndicales. Il leur en demande même plus qu'il ne leur en donne.

Si l'on veut résumer les propositions de Jean-Louis Giral telles qu'elles ressortent de son interview au *Monde,* elles consistent à faire d'abord discuter les syndicats sur le projet de loi sur le travail précaire, de façon à permettre une révision à la baisse des contraintes imposées au patronat. Et ensuite – mais seulement s'il y a un accord qui convient au CNPF – selon les termes de son vice-président, *«demain il peut y avoir un autre thème important, avec la représentation du personnel dans les entreprises»*.

Cette allusion à la «représentation» découle probablement de demandes faites par des syndicats tels la CFDT qui, depuis des années, discutent de la possibilité d'avoir des représentants syndicaux habilités à intervenir sur plusieurs entreprises lorsqu'il s'agit de PME. Cela donnerait des facilités supplémentaires aux appareils syndicaux en leur permettant d'augmenter le nombre de militants protégés par la loi, pouvant remplir leurs tâches syndicales en heures payées.

Si cela déplaisait fortement aux petits patrons, le CNPF, qui défend surtout les grands, pourrait toujours en discuter, étant bien entendu qu'entre discuter et céder, il y a toujours une marge.

Dans tout cela, comme on le voit, il n'y a pas l'ombre des principaux problèmes qui préoccupent en priorité les travailleurs, à savoir les salaires, les horaires de travail, les licenciements, etc. Tout cela, pour le CNPF, reste hors *«négociations interprofessionnelles»*. Mais qui s'en étonnera ?

Alors si les travailleurs ne se sentent pas vraiment concernés par cette «main tendue» du patronat aux syndicats, ce ne sera pas véritablement une surprise.

Louis GUILBERT

LA PRÉCARITÉ ÇA NE SE NÉGOCIE PAS

Un projet de loi sur le travail précaire a été présenté et doit être discuté par le Parlement. Il prévoit la réduction de deux ans à un an de la période de renouvellement de contrats successifs, et fixe la possibilité de recours à cette forme d'embauche à trois cas : remplacement d'un salarié absent, accroissement temporaire de l'activité de l'entreprise, travaux saisonniers.

Pas grand-chose de différent de la législation actuelle, avec laquelle les patrons trichent d'ailleurs allègrement.

Mais c'est trop encore pour le CNPF, l'organisation patronale, qui tente actuellement de négocier à la baisse avec les syndicats une modification de ce projet. Ça mérite pourtant qu'une seule réponse : «Circulez, il n'y a rien à négocier».

Gamma

Périgot, le patron des patrons, va pouvoir donner «du grain à moudre». Du grain, mais pas du blé !

Gamma

UN MINISTRE HEU-REUX

Au micro de *France Inter,* le ministre du Travail, J.-P. Soisson, s'est à nouveau vanté d'être l'homme de la création de 600 000 emplois en France depuis qu'il est au gouvernement.

Il se vante moins du nombre des licenciements depuis cette même date. Et pourtant, s'il y a toujours autant de chômeurs, ce n'est quand même pas pour rien.

Plus d'accidents du travail en 1988

LES DIEUX DU PROFIT ONT SOIF

Selon les statistiques provisoires de la Caisse d'assurance maladie des travailleurs salariés, les accidents du travail en 1988 seraient en forte progression, alors que depuis 1975 la tendance était à la baisse.

Les accidents avec arrêt augmentent de 3,9% par rapport à 1987, et les journées perdues pour incapacité temporaire, de 7,8%, tandis que le nombre des accidents les plus graves (ayant entraîné une incapacité permanente) s'accroît de 8,4%, avec des taux d'incapacité correspondants en hausse de 5,7%.

Le nombre des accidents mortels est, lui, en hausse de 6,9%. Il y a eu en France, 1073 morts du travail en 1988, soit près de quatre par jour travaillé. C'est l'impôt du sang que les travailleurs payent au capital qu'ils engraissent. Et cela d'autant plus, qu'avec le chômage, ce sont les heures supplémentaires (donc la fatigue) qui ont augmenté, et que la précarité favorise la négligence par les patrons des conditions de sécurité.

Ainsi ce capitalisme - dont on nous chante tant les louanges, même dans un pays dit développé comme la France - garde son image sanglante et exige encore, et même encore plus, son lot de travailleurs sacrifiés sur l'autel du profit.

SNCF

APRÈS LA GRÈVE DU 31 JANVIER

(AFP)

D'une certaine façon, on peut dire que la journée de grève du 31 janvier correspondait assez bien à ce à quoi les cheminots étaient prêts : exprimer leur mécontentement, marquer le coup, se compter. Un peu d'ailleurs comme la journée précédente du 7 novembre 1989, un peu moins suivie, le syndicat autonome des agents de conduite, la FGAAC, en étant absent.

«*L'Humanité* a applaudi sur toute sa Une au «*succès de la grève dans les chemins de fer*», soulignant, ce qui est vrai, le rôle qu'y a joué l'appel commun de six des sept fédérations syndicales. (CGT, CFDT, FO, FGAAC, CFTC, FMC). C'est un fait qu'à l'annonce de cet appel commun bien des cheminots ont exprimé leur satisfaction, et un certain nombre ont sans doute participé à la grève pour cette seule raison. Mais ce qu'on a vu aussi, c'est que les cheminots, presque partout, se sont contentés de faire grève chez eux. Les assemblées générales qui ont rassemblé du monde ont été exceptionnelles.

L'UNITÉ SYNDICALE : UN MYTHE

Après la grève, les cheminots sont plutôt contents et du nombre de grévistes, et de l'unité des fédérations syndicales. Mais il ne faudrait pas que cette unité au sommet devienne une perspective en soi, car on ne peut guère compter dessus. Le précédent appel commun remonte... au 7 mars 1979. Et avant 1979, c'est à 1953 qu'il faut ensuite remonter pour retrouver un autre exemple. Et puis cette unité-là ne s'est jamais faite pour mener un combat réel, pour gagner. Le 31 janvier, personne n'avait d'illusion là-dessus, était un geste de protestation, même pas le premier pas d'une lutte résolue.

Toutes les fédérations syndicales ont un peu redoré leur blason en appelant ensemble le 31 janvier. Mais il ne faut pas oublier qu'elles sont tout à fait capables d'organiser aussi des journées de grève concurremment, comme celles qui avaient exaspéré tous les cheminots, en 1986, le 30 septembre pour la CGT et la FGAAC, le 21 octobre pour la CFDT et FO, journées qui avaient certainement contribué à ce que les cheminots mettent tout le monde d'accord en démarrant la grève de décembre 1986 à la base.

LA FORCE DES CHEMINOTS : LEUR UNITÉ...

La vraie force des cheminots, c'est leur unité. Ce sont eux, et eux seuls, qui ont entrepris les grandes grèves, celles qui ont marqué, parce qu'elles ont fait réellement peur à la direction, et quelquefois l'ont fait reculer. Les cheminots postés qui en 1984 refusaient le mode d'application des 35 heures sont passés outre les foudres des dirigeants syndicaux et du minitre Fiterman, et les syndicats ne sont alors apparus unitairement que pour programmer une grève-butoir qui en finisse avec leur mouvement. Le 1er octobre 1985, c'est en étant capables d'étendre la grève à tout le réseau (ce qui a fait ravaler à la direction son projet de constat de connaissances), que les conducteurs ont entraîné à leur suite les organisations syndicales. Et il en a été de même dernièrement, en mai 1989, pour les personnels roulants de la région parisienne en grève contre les agressions.

Sans parler de la grève de décembre 1986 où toutes les catégories de cheminots se sont passées d'un appel général à la grève qu'aucune fédération n'a lancé au bout du compte. Et non seulement les cheminots ont su lancer puis étendre leurs grèves, mais ils ont réussi, en plusieurs occasions à y entraîner bien plus que les quelque 50 % de grévistes qui, dans une journée syndicale comme le 31 janvier, font bonne figure.

...ET CELLE DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Reste le problème principal : la plus importante de ces grèves, celle de décembre 1986 – janvier 1987 n'a pas gagné. A l'époque les cheminots étaient les premiers et sont restés les seuls à contester le blocage des salaires. Aujourd'hui, le contexte a changé. Toutes les entreprises, SNCF comprise, annoncent des bénéfices. Les travailleurs voient qu'il y a de l'argent, et même si c'est les uns après les autres, un certain nombre entrent en lutte pour les salaires : la SNECMA, les infirmières, Peugeot, la BNP.

Les 200 000 cheminots, répartis dans toutes les grandes villes du pays, sont une force considérable, une force qui pourrait étendre la grève d'une catégorie de travailleurs à tous. Mais à aucune occasion, les directions syndicales n'ont choisi de proposer aux cheminots – ou à d'autres – de rejoindre ces luttes. Leurs journées de grève ne tiennent pas compte des luttes réelles, ou alors elles les évitent. Pourtant c'est au fond sur les mêmes problèmes que les uns et les autres se battent. Même si la grève du 31 janvier est apparue comme concernant avant tout l'avenir de la SNCF, ce qui a motivé les cheminots, c'est bien l'inquiétude sur les effectifs et le mécontentement sur le salaire : problèmes que connaissent et comprennent tous les travailleurs.

Hervé MARTIN

BRETIGNY (Essonne)

TOUS ENSEMBLE, LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1986

A la SNCF-Brétigny, l'assemblée générale a regroupé près d'une centaine de personnes dans la salle de conférences. Nous n'avions pas connu cela depuis la grève de 1986-1987, et cela a été l'occasion pour certains de se revoir pour la première fois car, comme à l'époque, tous les services étaient ensemble.

Des camarades sont intervenus pour exprimer leur rancœur : *«Les syndicats nous ont lâchés en 1986», «Ce qu'il faudra c'est une grève plus courte pour qu'elle soit moins chère, mais plus forte ; et il ne faudra pas rester isolés cette fois»*. Il y a eu de nombreuses interventions pour poser le problème de la suite à donner au 31 janvier, allant de la grève du zèle à l'idée de se remettre en grève totale avec l'assemblée générale le 6 février, jour où la direction rencontre le CCE pour présenter le Contrat de plan. Mais la réaction de la CGT, de la FGAAC et de FO a été claire et nette : les syndicats se sont mis d'accord pour faire grève un jour seulement, il faut donc reprendre demain... et cesser de discuter de cela maintenant. L'AG s'est arrêtée là-dessus.

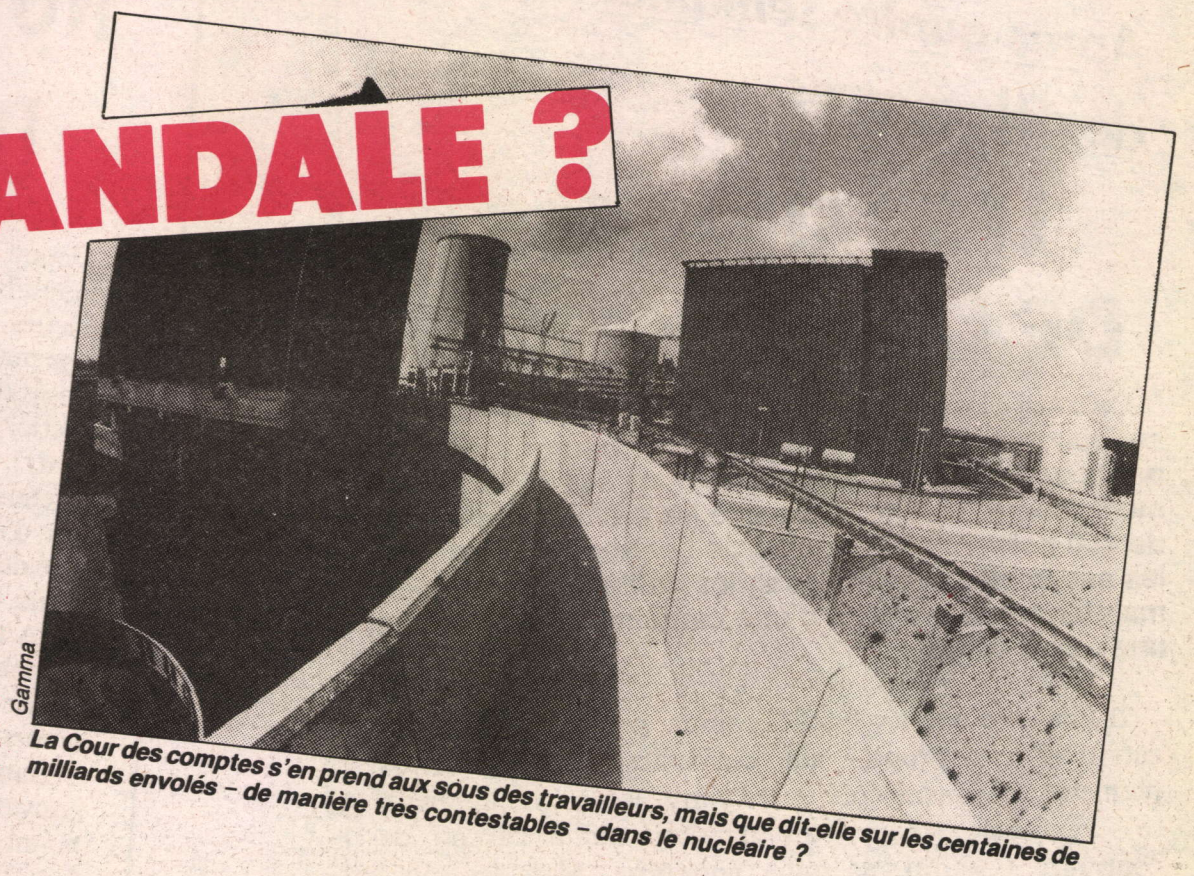
Reste que ce qui a été discuté n'est pas tant le Contrat de plan que ces conséquences pour nous, la baisse des effectifs, l'aggravation des conditions de travail et surtout la non-augmentation des salaires. Et lorsque la revendication de 1500 F a été avancée, en la reliant aux profits que les entreprises étaient, beaucoup ont approuvé.

Correspondant LO

EDF-GDF

Le rapport de la Cour des comptes sur la gestion des œuvres sociales de la CCAS

PROTECTION SOCIALE = SCANDALE ?



La Cour des comptes s'en prend aux sous des travailleurs, mais que dit-elle sur les centaines de milliards envolés – de manière très contestables – dans le nucléaire ?

Le *Parisien* du 11 janvier a consacré une page *«exclusive»* au rapport *«accablant»* de la Cour des comptes sur la gestion des œuvres sociales d'EDF-GDF. *«Comptabilité illégale, dépenses illicites, évaporation d'argent»*, etc., sous-titrait ce journal. Ce commentaire a été répercuté par l'ensemble des médias, mettant ainsi sur la sellette la CGT qui gère ces œuvres sociales.

On ne peut certainement pas faire pleine confiance aux bureaucrates syndicaux, ni sur cette gestion de sommes destinées aux travailleurs ni sur le reste. Mais si l'on regarde de plus près cette *«foule d'irrégularités»* que mettait en évidence la Cour des comptes, elles apparaissent bien minces. Reste donc non seulement une attaque contre la CGT, mais surtout, à travers ce rapport, une attaque contre les *«avantages»* dont bénéficieraient tous ceux qui travaillent pour EDF-GDF. Et il n'est d'ailleurs pas surprenant que quelques jours après cet article, *Le Parisien* ait consacré un article aux *«privilèges»* des gaziers et des électriciens.

Ce qu'est et d'où vient le «1%»

L'organisme qui gère les œuvres sociales d'EDF-GDF est la Caisse Centrale d'Activités Sociales (la CCAS). Elle gère les sommes qui lui sont attribuées au titre du 1% sur les ventes d'énergie d'EGF. Actuellement ce 1% s'élève à 1,8 milliard de francs par an. Au-delà de la gestion des camps de vacances, des voyages organisés en France et à l'étranger, la CCAS gère aussi les dossiers maladie sur agrément de la Sécurité sociale, ainsi que la mutuelle EDF-GDF, une maison de retraite, deux centres médicaux (les cotisations mutuelles représentent près d'un milliard de francs), et bien sûr les cantines. La CCAS propose aussi des contrats d'assurance-auto en passant par un courtier privé.

L'existence du 1% remonte à 1946, quand furent nationalisées les entreprises de production, de transport et de distribution de l'électricité et du gaz. Il avait été alors décidé que les actionnaires de ces anciennes entreprises toucheraient 1% sur le chiffre d'affaires d'EGF pendant 50 ans. A cette époque ces actionnaires étaient quelques centaines, mais aujourd'hui, ils sont moins d'une centaine à se partager le gâteau. D'autre part, le même pourcentage était attribué aux quelques dizaines de milliers d'électriciens et de gaziers au titre des œuvres sociales... gérées par les syndicats.

Une gestion uniquement syndicale

Aujourd'hui, la CCAS est gérée par la majorité CGT (environ 54% aux élections d'octobre dernier). Les autres syndicats sont représentés à la proportionnelle au Conseil d'administration de la CCAS et dans les différents organismes dirigeants de gestion. A la différence des autres CE, la direction n'a pas de représentants à la CCAS et celle-ci n'a pas à connaître la marche de l'entreprise EGF, comme c'est le cas dans les comités d'entreprise en général.

Un rapport très orienté

Profitant de la publication des résultats d'une enquête faite auprès de la CCAS et des CAS (antennes locales de la CCAS) par la Cour des comptes, certains journaux ont fait état de malversations, voire même de détournements de fonds. Mais si on détaille les différents points soulignés par la Cour des comptes, il s'agit pour l'essentiel d'anomalies de gestion. Le seul détournement mis en avant par le rapport serait l'achat d'une Renault 21 GTS (81 334,60 F) au président, et la réfection des peintures de l'appartement du président (36 766 F en mai 1987)... ! Ce qui est inadmissible si c'est réel, mais est tout de même du pipi de chat... Et puis, les travailleurs n'ont pas manqué de remarquer que le rapport de la Cour des comptes était suivi par toute une série de commentaires tendant à souligner *«les privilèges»* dont ils bénéficieraient. Et c'est bien comme une campagne anti-électriciens et gaziers à l'usage du reste de la population que ce rapport a été compris.

«Le détournement» qui se prépare : celui de l'argent des travailleurs

Pour preuve, la Cour des comptes remet en cause le remboursement du forfait hospitalier, les suppléments pour chambre individuelle, la couverture sociale dont bénéficient les étudiants jusqu'à 21 ans, ainsi que les actions de solidarité envers les membres de la famille qui n'ont que peu ou pas de revenus (la femme au foyer par exemple). La Cour estime que le personnel employé dans les œuvres sociales, médicales et les cantines, est d'une faible rentabilité et ne devrait pas être couvert comme les agents statutaires. Elle remet en cause les ayants-droit de la famille des agents EGF en service ou retraités, les TUC et SIVP ainsi que les animateurs des camps de vacances et le personnel de service des écoles de métiers EGF. En effet, il y a 120 000 agents EDF, 30 000 agents GDF et 100 000 retraités. La CCAS emploie 10 000 personnes. A ces ayants-droit au régime CCAS, il faut actuellement ajouter les femmes, les enfants ou les veuves des retraités, soit 600 000 personnes environ qui bénéficient d'une protection sociale un peu supérieure à la moyenne. C'est cela que ces bons «experts» mettent en cause !

C'est en 1996 que s'achève le principe du 1% du chiffre d'affaires pour les œuvres sociales. Il ne serait pas étonnant que la direction d'EGF et le ministère de tutelle veuillent transformer ce 1% sur les ventes d'énergie en 1% sur la masse salariale, comme pour les autres comités d'entreprise, en faisant ainsi des milliards d'économie.

Ah, si les milliards, au lieu de servir au personnel, pouvaient être utilisés à sa discrétion par la direction d'EDF comme chez tout patron spéculateur, les barbiches de la Cour des comptes n'auraient rien à dire !

Correspondant LO

PANNEAU DANGER !

Dans les importants dommages causés par la tempête du 3 février, on compte entre autres la chute d'un nombre appréciable de panneaux publicitaires. Chute qu'on ne regretterait pas si, malheureusement, elle n'avait causé parfois mort d'homme.

Quand il fait beau, ces panneaux enlaidissent le paysage et, par gros temps, ils deviennent dangereux : d'une façon ou d'une autre, on nous les fait toujours payer.

Thomson Tubes Electroniques (Vélizy - 78)

Après quatre semaines de débrayages

LES MENACES DE LA DIRECTION

Cela fait bientôt quatre semaines que les débrayages se poursuivent à Thomson-Vélizy pour obtenir les ponts payés en 1990 sans conditions et 1 500 F d'augmentation de salaire. Alors que les premiers jours près de 450 personnes (la moitié de l'entreprise) sortaient, les assemblées générales et les défilés ne regroupent maintenant guère plus d'une centaine de travailleurs, une heure par jour.

Il faut dire que les syndicats n'ont rien proposé qui permette aux travailleurs de se renforcer, bien au contraire. D'abord, ils ont laissé croire que des débrayages sectoriels étaient plus efficaces ; ensuite qu'en diminuant le temps de grève, nous pourrions tenir *«plus longtemps»*. Et nous sommes descendus de la grève de 24 heures à la motion, en passant par des débrayages et une pétition.

Quant aux revendications votées par les grévistes, elles sont passées sous la table au fil des jours. Les 1 500 F sont devenus, dans la motion de la CGT votée en assemblée générale, une *«base de discussion»* en 7 points, où cette revendication est tellement émiettée qu'elle a autant dire disparu. Et il a fallu que des travailleurs appellent eux-mêmes par tract ceux qui avaient repris le travail, à venir en rediscuter à l'assemblée générale vendredi 3 février, pour que le nombre de participants augmente sensiblement et que le problème des ponts réapparaisse dans les préoccupations syndicales. C'est pourtant cela qui avait créé la colère au début.

Voyant que le nombre de grévistes baissait, la direction est passée à l'offenvise. Jeudi 2 février, elle recevait un représentant de Boeing et n'a pas apprécié que des délégués CGT manifestent leur opinion, même s'ils l'ont fait en anglais ! Elle s'en est servie comme prétexte pour menacer de licenciement plusieurs d'entre eux : ils auraient, paraît-il, nui à l'avenir de l'entreprise. Mais les sanctions ne se sont pas limitées à ces quelques cas. Pour essayer de faire cesser le mouvement, la direction a frappé tous azimuts, prenant n'importe quel prétexte. Un travailleur risque aussi la porte pour avoir tenu le micro lors d'un défilé ; un autre, lui, aurait, par ses arrêts-maladie jugés trop nombreux, *«perturbé la production»*, etc. En tout, une quinzaine a été convoquée pour un entretien préalable avant licenciement, d'autres travailleurs ont des menaces de sanctions.

Refus de toute discussion tant que le travail n'aura pas repris, sanctions et licenciements pour l'exemple, le nouveau directeur tient à sa réputation de «dictateur». Cependant s'il se documente un peu, il devrait apprendre qu'à Thomson-Vélizy les travailleurs, mal payés de surcroît, sont chatouilleux sur les injustices : c'est parce que certains licenciements dits «économiques» frappaient des gens ayant des problèmes personnels qu'une grève de trois semaines avait éclaté en mars dernier ; et celle-ci a démarré parce qu'il a voulu changer la date des congés payés et «accorder» des ponts payés, mais en les assortissant de conditions de présence inacceptables...

Correspondant LO

Renault-Saint-Ouen

NON AU LICENCIEMENT DE 8 TRAVAILLEURS

Depuis le 17 janvier dernier à Renault-Saint-Ouen, neuf travailleurs avaient été victimes d'une mise à pied conservatoire, accusés de vol de matériel par la direction (voir *LO* n°1128 du 26 janvier). Mais depuis le 5 février, les choses se sont accélérées. Huit d'entre eux ont reçu leur lettre de licenciement pour faute lourde, le neuvième a été réintégré. A tous les huit, la direction reproche de *«faire partie ou de bénéficier d'un système organisé de sortie de matériel»*.

Dans l'usine, à l'annonce de la nouvelle, c'est la consternation. Nombreux sont ceux qui, sans se faire beaucoup d'illusions sur le sort des neuf, pensaient que la direction n'irait pas jusqu'à licencier nos camarades comme des voleurs. Eh bien ils sont licenciés, même si c'est pour des broutilles. L'un est accusé de «trafic» pour avoir vendu quelques pantalons sur le parking, un autre d'avoir pris trois têtes de Delco usagées et de les avoir données à un autre travailleur qui en a fait une neuve. Et tout est de la même eau... La direction licencie pour faute lourde, c'est-à-dire sans aucune indemnité.

Ce qui indigne tout le monde, c'est cela : le fait que la direction puisse du jour au lendemain se débarrasser de huit ouvriers parce qu'elle l'a décidé, de huit camarades qui ont entre 20 et 35 ans d'ancienneté à la Régie, ou plutôt d'exploitation à l'usine.

Mardi 6 février, les syndicats CGT et CFDT ont appelé à un débrayage commun au moment où la direction recevait les représentants syndicaux pour leur annoncer sa décision. A ce débrayage, tous les ouvriers, ou presque, soit 150 personnes, étaient là.

Ces débrayages pour marquer le coup, c'est une chose. Mais pour faire reculer la direction, tout le monde le sait, il faudrait plus. On ne peut accepter le licenciement de nos camarades et laisser la direction s'en tirer à si bon compte.

Correspondant LO

France-Glaces Findus (Beauvais)

APRÈS LE LICENCIEMENT DE 17 GRÉVISTES

A France-Glace Findus à Beauvais, la confirmation par la Cour d'appel des licenciements de 17 grévistes (voir LO n°1128) a provoqué l'indignation dans l'entreprise. 9 des licenciés ont distribué un tract à leurs camarades de travail.

«Nous ne regrettons pas d'avoir fait grève, avec vous, nos camarades, de nous être levés pour faire respecter nos droits, pour obtenir des conditions de vie et de travail correctes qui nous permettent d'élever dans la dignité nos enfants. Nous sommes des hommes libres, et le resterons» (...) disent-ils notamment. *«La classe ouvrière s'est toujours battue pour ses droits. Elle n'a pas toujours gagné. Mais ce sont ces combats qui ont fait avancer la condition des travailleurs, permis l'obtention de certains droits, justement comme le droit de grève aujourd'hui bafoué»*.

Ce qu'ont dit, ce que ressentent les licenciés, beaucoup le partagent dans l'entreprise. Plus de 1 000 salariés ont signé une pétition en leur faveur.

De nombreux ouvriers de Findus pensaient jusqu'à la grève être des «privilégiés», bénéficiant de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail que partout ailleurs dans la région. Ce qu'avait traduit à sa manière cynique l'un des avocats de la direction en s'exclamant : *«Il vaut mieux être ouvrier à Findus que technicien ailleurs»*. Il n'était pas allé jusqu'à faire une demande d'embauche sur les chaînes...

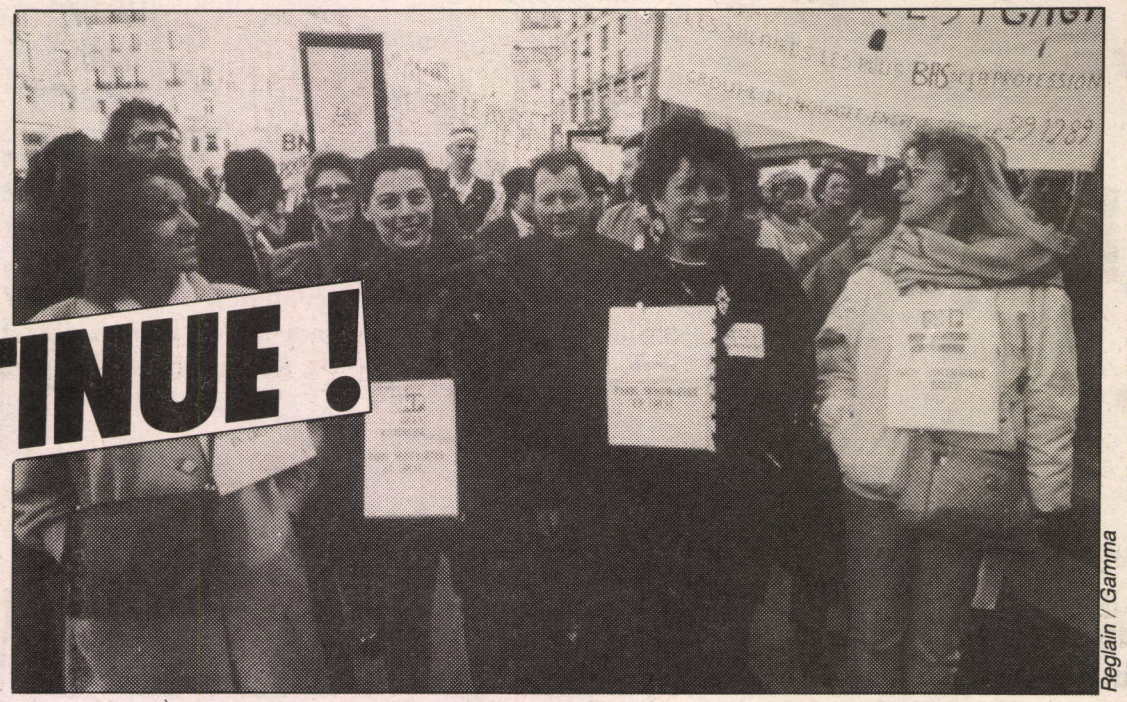
Mais ces licenciements de grévistes, dus à la volonté de la direction de se venger de la grève et de refroidir durablement les travailleurs combatifs, ont démontré précisément aux yeux de tous que Findus n'est pas un bon «patron» si tant est que ça existe. C'est un patron tout court.

Et, comme l'a dit l'un des travailleurs de l'usine : *«Les ouvriers ont la mémoire longue»*.

Correspondant LO

BNP

ÇA CONTINUE !



Reglain / Gamma

Lors de la manifestation du 2 février 1990...

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les grévistes de la BNP vont parvenir à arracher à la direction plus que les concessions dérisoires contenues dans le protocole signé le mardi 30 janvier par les quatre syndicats (CFDT, FO, CFTC et SNB) sans tenir compte des grévistes.

Après avoir largement montré leur désaveu à l'égard de la politique des dirigeants de ces quatre centrales, les grévistes des secteurs les plus chauds, en particulier ceux des centraux parisiens et des agences de la région parisienne, ont décidé de poursuivre leur grève de 24 heures reconductible en continuant de mettre en avant les 1500 F et le paiement des jours de grève. La CGT, le SDB (Syndicat Démocratique des Banques) et la CFDT-Agences-Paris se sont bien prononcés pour la continuation du mouvement. Néanmoins celui-ci venait de subir un rude coup.

Dans de nombreuses villes de province les syndicats signataires ont eu à cœur de faire reprendre le travail. Ils n'ont pas hésité à casser les grèves existant dans plusieurs points chauds en recourant à des votes à bulletin secret. Les majorités ont parfois été largement favorables à l'arrêt du mouvement. Mais quand, bien souvent, les partisans de la reprise l'ont emporté de peu, les minorités combatives n'ont pas trouvé les moyens de tenir bon contre vents et marée.

Il apparaît d'ailleurs que la CGT, malgré ses déclarations radicales, n'a pas choisi de tout mettre en œuvre pour que la grève passe ce cap difficile et reprenne un nouveau souffle. Ainsi, devant la décision des quatre syndicats signataires d'annuler leur appel à la manifestation du 2 février, prévue initialement comme une manifestation nationale, la CGT n'a pas vraiment relevé le défi en faisant monter à Paris des groupes de province et s'est contentée d'une manifestation de la région parisienne...

Le vendredi 2 février, les grévistes des centraux et des agences de la région parisienne ont néanmoins fait un véritable bras d'honneur à la direction et aux syndicats signataires. Ils se sont retrouvés à 2 500 dans les rues malgré un télex de la direction avertissant que la clause concernant la compensation des jours de grève à 30 % ne serait pas appliquée à ceux qui ne reprenaient pas le travail ce vendredi 2 (télex que la direction a d'ailleurs annulé dès le vendredi soir !). Oui, malgré tout cela, l'atmosphère était chaude. Et à chaque fois que, tout au long du parcours, des groupes venus d'agences – ou encore le groupe de 500 manifestants du Crédit Lyonnais – se joignaient au cortège, l'ambiance montait. Mais ce tonus n'empêchait pas une certaine inquiétude concernant l'avenir.

Le week-end des 3 et 4 février s'est passé sans que reprennent des négociations officielles entre la direction et la CGT. Le lundi 5 février au matin, le climat était grave à l'assemblée générale des centraux. Chacun a pu s'exprimer sur la poursuite de la grève. Malgré des discours démobilisateurs de plusieurs dirigeants de la grève, ce sont les partisans de sa continuation qui ont emporté la décision à la quasi-unanimité. Et dans l'assemblée générale des agences parisiennes, la grève reconductible a été revotée là aussi par les grévistes. Par ailleurs, l'appel à une manifestation pour le lendemain, mardi 6 février, a été unanimement approuvé dans les deux assemblées. Néanmoins, si cette manifestation qui a réuni quelque 1500 personnes de la région parisienne montrait que le mouvement était encore là, bien vivant, les signes de flottement se multipliaient.

La CGT qui depuis le début, soit directement, soit indirectement – au travers des comités de grève par exemple – dirigeait le mouvement, s'est de fait orientée vers la reprise. Elle se garde de le dire clairement, mais on la voit ne plus chercher à entraîner ou impulser le mouvement, ni à s'appuyer sur toutes les manifestations de combativité. En ce qui la concerne, tout se passe comme si, une fois démasqués les syndicats signataires du protocole d'accord et une fois démontré le fait qu'elle est le syndicat le plus combatif, l'avenir et l'issue de ce mouvement, minoritaire certes mais minoritaire depuis le début, ne l'intéressait plus vraiment. Et son principal souci ne semble pas de s'appuyer sur ce qui reste de combativité pour faire reculer – ne serait-ce que d'un pouce – la direction, mais au contraire de compartimenter le mouvement, de l'orienter vers des «formes d'action» qui seraient des reculs, comme les débrayages partiels, les pétitions et autres, pour préparer de fait une reprise sans en prononcer le nom ; tant il est vrai que de nombreux grévistes ne veulent pas céder.

Plusieurs centaines de grévistes restent convaincus que la direction mène une grève d'usure et qu'il faut tenir. Et tant qu'ils osent continuer de se battre ils gardent une chance de faire reculer la direction qui a hâte de voir finir ce conflit.

Correspondant LO

CES MESSIEURS SONT SERVIS !

La direction de la BNP avait inclus dans son «protocole de sortie de grève» une clause stipulant que *«des mesures spécifiques concernant l'encadrement»* seraient prises.

Voilà qui aura été vite suivi d'effet. Lundi 5 février, la direction annonçait que les cadres à partir de la classe VI – ils sont 4000 à la BNP – recevraient entre 70 et 100 points d'augmentation par mois (entre 900 et 1280 F).

Et cela alors que la direction continue de dire qu'elle n'a pas d'argent pour satisfaire les revendications des grévistes ! Dont acte...

PTT

NON AUX SANCTIONS POUR FAIT DE GRÈVE !

C'est pour exiger l'arrêt de toute sanction disciplinaire que plus de 600 postiers se sont retrouvés mardi 6 février devant le ministère des PTT à Paris. Sept postiers du centre de tri de Lille-Lezennes y passaient en conseil de discipline pour une soi-disant séquestration de leur directeur.

En réalité il s'agissait d'une provocation montée par la direction des PTT du Nord. En effet après cinq semaines de débrayages d'une heure par jour dans le centre de tri de Lille, les grévistes avaient vu débarquer à une assemblée générale, le 30 novembre, le nouveau directeur départemental des PTT du Nord ; il déclarait qu'ils étaient trop nombreux dans le centre (alors qu'ils demandaient des effectifs supplémentaires) et il voulait en plus organiser un vote pour la reprise du travail.

Le vote n'eut pas lieu, et le directeur fut raccompagné par les grévistes au moment de sa sortie. C'est alors qu'il fit demi-tour, et alla s'enfermer dans son bureau pour n'en sortir que le lendemain matin en déclarant qu'il avait été séquestré et molesté. Ce qui était totalement faux. La direction des PTT suspendait alors sept postiers, adhérents du SUD (syndicat créé il y a un an par des exclus de la CFDT) et demandait leur révocation.

En décembre 1989, des assemblées générales, des motions et des pétitions dans divers centres PTT demandaient l'annulation des sanctions. Un comité de soutien, présidé par l'écrivain Gilles Perrault, intervenait dans le même sens, et la Ligue des Droits de l'Homme après avoir mené sa propre enquête affirmait qu'aucune des accusations portées à l'encontre des sept militants n'était prouvée.

Le ministère, néanmoins, décidait de convoquer un conseil de discipline les 6, 7, 8 et 9 février, et demandait le déplacement hors de la région Nord-Pas-de-Calais et des mises à pied allant jusqu'à deux ans pour deux d'entre eux.

Lundi 5 février, à Lille, une manifestation de protestation a rassemblé 500 personnes. Le rassemblement devant le ministère à Paris, le lendemain, réunissait, aux côtés d'une centaine de postiers venus de Lille, des postiers des centres parisiens appelés soit par le SUD, soit par certaines sections CFDT ou même CGT, selon les endroits, ainsi qu'une délégation de Seine-Maritime.

Après onze heures de débats sur le cas d'un seul des sept sanctionnés, les représentants de l'administration votaient contre lui une sanction de deux ans de mise à pied, dont six mois fermes (au lieu des deux ans fermes demandés primitivement) et sa mutation dans un autre centre de la région, les représentants syndicaux votant contre. Les six autres cas doivent passer dans les jours qui viennent. Les représentant syndicaux étant décidés à voter contre toute sanction, c'est le ministère qui en dernier ressort tranchera, comme chaque fois qu'au conseil de discipline les représentants de l'administration et des syndicats ne se mettent pas d'accord.

Il est vraiment scandaleux de voir l'administration monter ainsi de toute pièce une affaire pour sanctionner lourdement des militants syndicaux et chercher ainsi à intimider tous ceux qui, au centre de tri de Lille notamment, protestent contre les bas salaires, les manques d'effectifs ou les mauvaises conditions de travail.

Correspondant LO

Delachaux (Gennevilliers - 92)

GANGSTÉRISME PATRONAL

Dans son entreprise de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, François Delachaux peut faire de l'argent avec des locaux et des conditions de travail dignes du 19e siècle et des salaires fixés au minimum. Mais les conditions d'exploitation sont telles que l'on a le sentiment de n'avoir rien à perdre à se révolter. Et tous les trois ou quatre ans, la colère éclate.

Photo Daniel Grason - La Voix Populaire

19 janvier 1990 : les ouvriers de Delachaux en grève contre le dernier licenciement.

DELACHAUX, C'EST ENCORE ZOLA

Le grand dortoir à l'intérieur de l'usine, dans lequel on installait les générations de travailleurs recrutés directement en Italie ou au Maroc, a été supprimé après 1968 mais il en existe encore un, pour des travailleurs marocains et algériens... On n'est plus au temps où l'on comptait quatre morts en trois ans comme au début des années 70 au temps où, comme on le raconte encore dans l'usine, des travailleurs disparaissaient dans des poches en fusion à la Fonderie, mais les accidents du travail sont toujours légion...

Ainsi on fait manipuler des roues pesant jusqu'à 140 kg sans engin de levage. C'est sans doute plus rentable pour la direction d'épuiser des travailleurs et d'avoir trois accidents de travail en une semaine dans ce secteur des Roues, comme très récemment, que d'acheter des engins de manutention.

LA TRADITION DELACHAUX

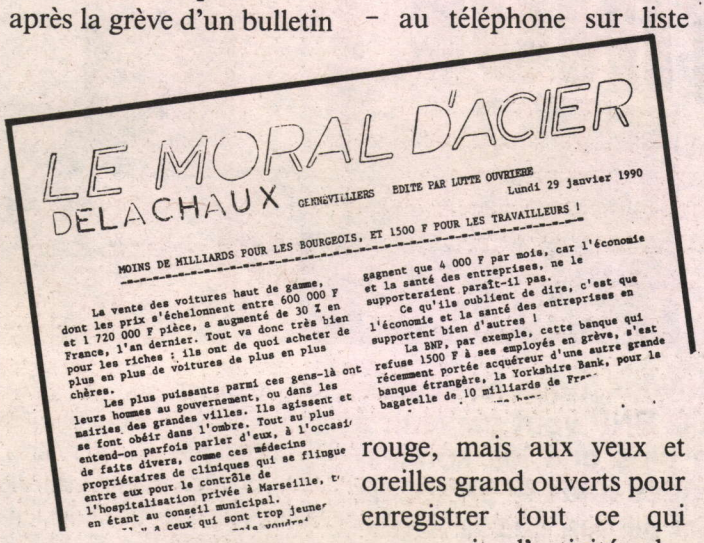
Il y a 15 jours (*LO* n°1128), nous avions relaté comment l'un des animateurs du Comité de la grève de mars-avril 1989 avait été licencié après une sombre machination. (Un provocateur spécialement embauché par la direction s'était attaqué au véhicule du chef du personnel, notre camarade étant accusé de complicité).

Ces méthodes chez Delachaux, c'est une règle comme chez bien d'autres petits patrons. C'est même une tradition familiale. Un des frères de François, Marc, est à la tête d'une société de «gros bras», la Century. Garde du corps des stars ou de candidats de droite en campagne, il ne dédaigne pas de faire dans les commandos anti-grève. Ceux-ci s'étaient illustrés contre les ouvriers des Blanchisseries de Grenelle en 1979 et plus récemment en 1989 contre les travailleurs de l'Imprimerie Didier.

L'ensemble de la famille est liée en milieu du catholicisme intégriste, à une extrême-droite française ayant fricoté avec l'OAS pour ne pas remonter plus loin. Dans l'entreprise on recruta même en 1975 un ancien général en retraite comme «conseiller», pour s'occuper des 180 OS africains de l'entreprise. Ce général commit la note suivante à l'intention du personnel d'encadrement : *«L'Africain a généralement bon esprit, il est dévoué, loyal, gai et franc... C'est en fait un bon garçon... Il aime qu'on s'occupe de lui, qu'on le flatte et qu'on plaisante... Cependant il est d'une méfiance extrême pour tout ce qui touche aux questions d'argent, feuilles de paye, etc.»* Sans commentaire...

"UN MORAL D'ACIER" QUI DONNE DES BOUTONS AU PATRON

Suite à la publication après la grève d'un bulletin



LE MORAL D'ACIER

DELACHAUX GENNEVILLIERS EDITE PAR LUTTE OUVRIERE Lundi 29 janvier 1990

MOINS DE MILLIARDS POUR LES BOURGEOIS, ET 1500 F POUR LES TRAVAILLEURS !

La vente des voitures haut de gamme, dont les prix s'échelonnent entre 600 000 F et 1 720 000 F pièce, a augmenté de 30 % en France, l'an dernier. Tout va donc très bien pour les riches : ils ont de quoi acheter de plus en plus de voitures de plus en plus chères.

Les plus puissants parmi ces gens-là ont leurs hommes au gouvernement, ou dans les mairies des grandes villes. Ils agissent et se font obéir dans l'ombre. Tout au plus entend-on parfois parler d'eux, à l'occasi de faits divers, comme ces médecins propriétaires de cliniques qui se flingue entre eux pour le contrôle de l'hospitalisation privée à Marseille, t en étant au conseil municipal.

gagnent que 4 000 F par mois, car l'économie et la santé des entreprises, ne le supporteraient paraît-il pas.

Ce qu'ils oublient de dire, c'est que l'économie et la santé des entreprises en supportent bien d'autres !

La BNP, par exemple, cette banque qui refuse 1500 F à ses employés en grève, s'est récemment portée acquéreur d'une autre grande banque étrangère, la Yorkshire Bank, pour la bagatelle de 10 milliards de Fra

politique régulier édité par Lutte Ouvrière, *Le Moral d'Acier,* la direction n'a eu de cesse de le faire taire. Elle est allée, par l'intermédiaire de la chef du personnel, jusqu'à demander en réunion du Comité d'Entreprise aux représentants du personnel d'aller *«casser la figure au distributeur du tract»,* avec le succès que l'on imagine...

Que les travailleurs aient un *Moral d'Acier* et manifestent leur soutien à celui-ci, le patron ne peut le supporter.

COUPS FUMEUX, COUPS TORDUS

Le provocateur qui a servi pour le licenciement du 18 janvier avait été embauché depuis deux mois comme OS sous contrat. Il roulait en BMW noire et cet homme discret – au téléphone sur liste rouge, mais aux yeux et oreilles grand ouverts pour enregistrer tout ce qui concernait l'activité des militants dans l'entreprise – avait été employé selon *La Voix Populaire,* hebdomadaire du PC de Gennevilliers, comme «agent d'intervention» par la société Gardiennage des Entreprises Industrielles du Sud-Ouest (GEISO). Cette société était domiciliée à la même adresse que le Groupement Inter entreprises Banlieue Sud-Ouest, le GIBSO, l'équivalent du GIRGA (Groupement des Industriels de la Région Gennevilliers-Asnières) présidé par François Delachaux. Yves Laisné, secrétaire général du GIBSO, connaît François Delachaux comme responsable patronal, mais aussi en tant que vice-président-directeur général de la société anonyme Agence de Gestion d'Organismes et de Sociétés (AGOS) dont le PDG n'est autre que François Delachaux.

UN PATRON BIEN EN COUR...

Si Delachaux n'est pas tout à fait aujourd'hui dans le ton du patronat, celui-ci ne le traite pas comme un pestiféré. Il est membre du Conseil exécutif du CNPF et patron des patrons en Ile-de-France. Sa société compte, dans le conseil d'administration de sa société, François Ceyrac, ancien président du CNPF. Il a aussi été nommé, en juillet 1982, par le gouvernement de «gauche» de Pierre Mauroy, administrateur de la Société Générale.

Un patron bien respectable, en somme. Mais les derniers événements viennent à point pour rappeler que, chez les patrons, la respectabilité n'est jamais plus qu'une façade.

Correspondant LO

BORIFER (Ambarès)

LE MÉPRIS DES TRAVAILLEURS

A Ambarès, près de Bordeaux, il y a un important chantier pour la construction de l'usine d'engrais et d'azote Norsk-Yoro. Ce chantier emploie entre 6 et 700 personnes de diverses entreprises dont une de peinture industrielle, Borifer, qui impose à ses ouvriers les pires conditions de travail.

Au début, nous étions obligés de nous changer dans une cabane de chantier qui servait de dépôt de peinture et de matériel, et il n'était pas rare de retrouver nos vêtements tâchés. Quant à la sécurité, ce n'est guère mieux : Borifer loue des échafaudages où il manque la plupart des broches d'assemblage et nous sommes obligés d'attacher le haut de l'échafaudage à la charpente métallique pour éviter qu'il ne bouge trop. Il n'y avait même pas suffisamment de harnais de sécurité et le chef les empruntait aux autres entreprises jusqu'à ce que Borifer ait une sérieuse amende à payer. Maintenant, nous avons les harnais mais de toute façon une fois en haut, la plupart du temps, il n'y a rien pour les accrocher.

Et tout cela pour un salaire de base de 4 300 à 4 850 F. Si bien que, pour beaucoup, les heures supplémentaires sont monnaie courante, si l'on peut dire.

Contrairement à tous les intérimaires du chantier, ceux de Borifer n'ont pas droit aux indemnités d'intempéries. Quand il y a des intempéries, ils sont obligés de se rendre au chantier le matin quitte à s'entendre dire qu'ils peuvent repartir et revenir à 13 h alors que la plupart font 30 ou 40 km pour venir. Ces déplacements ne sont pas payés !

Ces conditions ont entraîné le départ de 5 intérimaires sur 9. A tel point que le chef s'est senti obligé de nous promettre qu'il essaierait d'obtenir du patron une prime. Il n'est pas dit que nous en tiendrons Borifer quitte pour autant.

Dans les entreprises

«CRÉATIONS D'EMPLOIS» près de Beauvais

Près de Beauvais, dans les locaux d'une usine, fermée il y a un an, fonctionne depuis quelques mois un atelier de fabrication de flacons en plastique pour produits-vaisselle et autres. Le nom de l'entreprise : Décoplast.

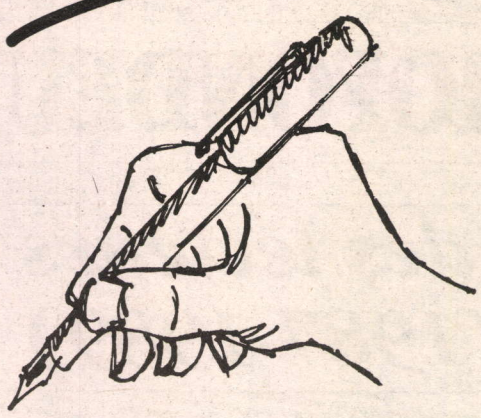
Nous ne sommes qu'une trentaine d'ouvriers, mais en trois équipes. L'usine tourne donc 24 heures sur 24, et afin que pas une minute ne soit perdue, les flacons sortent sans interruption, sans qu'on puisse même ralentir la cadence. Pas question de souffler. Inutile d'espérer pouvoir aller aux toilettes avant l'heure de pause. Et pas question de sécurité non plus : le régleur est débordé comme nous.

Chaque ouvrier posté à une machine doit tout faire seul : contrôler, emballer, porter les palettes à côté, pendant que les flacons sortent sans arrêt. Après huit heures, on est vidé, complètement. Les yeux sont douloureux à force d'avoir repéré sur les flacons des petites impuretés de la taille d'une tête d'épingle.

Le directeur prévient d'ailleurs tranquillement : *«Vous ne tiendrez pas longtemps»*. Et sa maîtrise ajoute : *«On vous paye huit heures, c'est pour produire huit heures»*. Tous les ouvriers sont intérimaires, presque tous des chômeurs en fin de droits, beaucoup âgés et avec des enfants, qui espèrent tenir le minimum indispensable pour recouvrer leur droit aux indemnités de chômage. Ceux d'entre nous qui parviennent effectivement à tenir quelques semaines le doivent à l'entraide entre plus jeunes et plus âgés, entre smicards de toute façon.

Cette «nouvelle entreprise» n'est pas tout à fait un cas. En somme, voilà un patron qui s'est fait une spécialité un peu particulière, mais très rentable : extorquer le maximum de profit à ceux que le chômage de longue durée contraint à travailler chez lui.

Dans notre courrier



ON PLAISANTAIT !

«Peu convaincus par ces deux extraits du journal LO du 12.1.90 et même indignés, nous avons tenu à vous communiquer notre désapprobation.

Nous citons : 1⁰) Extraits de l'article Les risques du métier, *p. 5 :* «S'il avait réellement «flingué» son patron licencieur, cela n'aurait jamais été «qu'un prêté pour un rendu». (NDLR : il s'agissait du cadre de Rank Xerox qui s'estimant abusivement licencié avait retenu son ex-patron en otage. Un policier avait tiré et... grièvement blessé le patron). *2⁰) Article* L'argent par les fenêtres, p. 3. (NDLR : il s'agissait du suicide du richissime David Hosansky qui s'était jeté par une fenêtre).

Pour ce qui est du 1⁰), nous ne pensons pas que «flinguer son patron» soit réellement une solution constructive. Nous désirons souligner le danger de la parution de tels propos dans un journal marxiste dont les positions contre la peine de mort ne sont plus à démontrer. (...) D'autant plus que les vengeances personnelles prônées dans un sens par cet article sont condamnables, moralement et socialement.

Quant au 2⁰), l'aspect revanchard de l'article sur cet adolescent dénaturé par l'argent nous a gênés et nous apparaît abusif. Que veulent dire de telles paroles commandées par la bêtise ? (...) Conclusion : difficile de faire lire LO *quand de tels articles sont publiés car ils ne se rattachent en rien aux idées marxistes.*

(...) Nous tenions à attirer votre attention sur ces deux exemples, précédés de quelques autres, qui peuvent nuire à l'image du journal qui se doit d'être agressif à l'encontre des possédants mais avec clairvoyance et pas aussi stupidement qu'eux.

En attendant votre réponse.

Deux étudiants sympathisants

Les deux articles en question étaient écrits avec ironie. Il est vrai que nous avons négligé de faire une note pour le préciser... Nous pensions que ça se voyait !

L'actualité est souvent sinistre, mais cependant certains drames font rire. La maladresse du policier qui a blessé le directeur de Rank Xerox a fait rire dans le pays des millions de gens. On peut le regretter mais c'est comme cela. Le suicide de David Hosansky n'a pas non plus provoqué la consternation dans les HLM. Alors pourquoi aurions-nous l'air pincé ?

Ce n'est pas faire de l'humour qui peut *«nuire à l'image du journal»*, c'est en faire du mauvais. Nous ne prétendons pas que notre humour soit toujours bon, certes, mais laissez-nous le droit d'en faire !

Mais puisque nos correspondants veulent être sérieux, parlons sérieusement. Il se trouve que dans les deux exemples il s'agissait de riches à qui il est arrivé des malheurs. Eh bien oui, il arrive souvent que les exploités en rient. En un certain sens, c'est une revanche. Alors, nous n'allons tout de même pas pleurer ! Nous ne prônons pas la vengeance personnelle, mais lorsqu'un exploiteur a des malheurs, nous avons tendance à penser comme beaucoup : «Il ne l'a pas volé».

Ça n'empêche nullement d'être marxiste...

DÉFENSE DE TOMBER MALADE, ÇA GÊNE L'ENTREPRISE

«Je vous écris pour vous raconter comment j'ai été licenciée. (...) J'ai été embauchée en juin 1988 comme hôtesse dans une agence de location de véhicules au Mans. En fait, j'avais bien plus que l'accueil à faire : de la comptabilité, de la gestion, parfois même du lavage de véhicules.

J'ai été hospitalisée en mars 1989 pour l'opération d'une tumeur osseuse. En arrêt maladie, j'ai eu alors la visite du chef d'agence pour m'annoncer mon licenciement pour *«entrave à la bonne marche de l'entreprise»*, du fait de ma maladie ! J'ai reçu, pour solde de tout compte, un chèque de 1700 F.

Je n'ai pas l'intention de me laisser faire, d'autant plus que sur mon travail il n'y avait rien à me reprocher ; je mesure aujourd'hui le mépris qu'ont les patrons pour les travailleurs».

Une lectrice - Le Mans

★★

En voilà un qui n'aurait pas volé l'expropriation immédiate : pour entrave à la bonne marche de l'espèce humaine.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

LETTRES DES PROFONDEURS DE L'URSS :

Le courrier des lecteurs d'Ogoniok (1987-1989)

d'Irène Commeau-Rufin

La société soviétique au miroir du courrier des lecteurs d'*Ogoniok* : tel est le sujet du livre d'Irène Commeau-Rufin. Cet hebdomadaire, comme tous les journaux soviétiques, a toujours reçu un courrier abondant. Mais depuis 1986, c'est un proche de Gorbatchev qui a pris la tête d'*Ogoniok* pour défendre sa politique de perestroïka ("réorganisation") et de glasnost ("transparence"). Le contenu du courrier des lecteurs a lui aussi changé, devenant plus vivant, plus critique.

Cette liberté de ton a séduit les lecteurs de l'intelligentsia. Ce qui n'a pas changé par contre, c'est que la sélection des lettres publiées correspond, comme du temps de Staline, Khrouchtchev ou Brejnev, aux thèmes que Gorbatchev souhaite voir abordés...

Malgré tout, ce recueil de lettres est très intéressant, d'autant plus que l'auteur a eu accès à des lettres non publiées parce qu'abordant des questions trop brûlantes, comme la guerre en Afghanistan ou les rapports entre les nationalités soviétiques, ou encore parce qu'elles mettaient directement en cause Gorbatchev.

De très nombreux aspects de la vie quotidienne mais aussi des problèmes concernant l'ensemble de l'URSS y sont abordés. Toutefois, les correspondants issus de la classe ouvrière ou de la paysannerie sont en moins grand nombre que ceux de l'intelligentsia et à aucun moment ne sont abordés directement les problèmes des travailleurs dans les entreprises.

domine chez ceux qui dénoncent les privilèges, passe-droits et trafics des bureaucrates. Un moscovite regrette qu'on ne puisse visiter tous les palais et musées du Kremlin et demande qu'on nationalise le Kremlin (comme le Palais d'Hiver en 1917...).

Le manque de produits est ressenti par la population comme une humiliation et une offense, car tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Et le pire est de découvrir à la télévision un reportage sur sa propre ville où des magasins regorgeraient de viande et de charcuterie, alors qu'on ne les a jamais vus que vides. A côté de nombreux exemples de mépris à l'égard du consommateur, émerge la lettre insolite d'un couple qui tient à faire savoir que son réfrigérateur est en parfait état de marche depuis vingt-deux ans !

Quelques lettres donnent une idée de ce que peuvent être les relations entre bureaucrates et simples citoyens. Quand la morgue et l'invective ne semblent pas suffire, l'un d'eux menace d'avoir recours aux organes de sécurité contre un correspondant.

Mineur à Vorkouta. La vie est dure pour les travailleurs soviétiques et la perestroïka n'a rien changé pour eux.

Gamma / Sumovsky

"Il faut tuer l'esclave qui est en nous"

La barbarie de la société aux mains de la bureaucratie ressort avec force des lettres évoquant la situation des retraités, des gens hospitalisés ou de ceux qui ont été pris dans l'engrenage de la répression. Particulièrement poignante est la lettre de ce détenu dans un camp "à régime spécial", un homme de 38 ans *"fatigué de la bassesse et de l'injustice"*. Après 19 ans passés derrière les barbelés, il pense que *"l'Etat a besoin d'esclaves et de main-d'œuvre bon marché et que le nombre de criminels est programmé à l'avance"*.

Il est manifeste que de nombreux Soviétiques refusent de s'incliner devant l'arbitraire et les absurdités des responsables du parti et de l'Etat. Lors du tremblement de terre d'Arménie, des bureaucrates ne sont pas parvenus à dissuader des sauveteurs bénévoles de se rendre sur place. Mais à cause du temps qu'ils leur ont fait perdre, de nombreuses personnes sont mortes étouffées sous les décombres.

Un des leitmotive reprend le mot de l'écrivain humaniste Tchekhov, vivant sous le tsarisme, disant qu'*«il faut tuer l'esclave qui est en nous»*. Car une des grandes préoccupations est de se débarrasser définitivement de l'héritage du stalinisme.

Même si Gorbatchev prétend avec beaucoup d'aplomb que de telles lettres *"témoignent de la grande confiance qui est faite à la direction du Parti et du gouvernement"*, ce recueil très vivant est de fait un réquisitoire contre la couche de nantis dont il est un des représentants.

Jean-Pierre CALVI

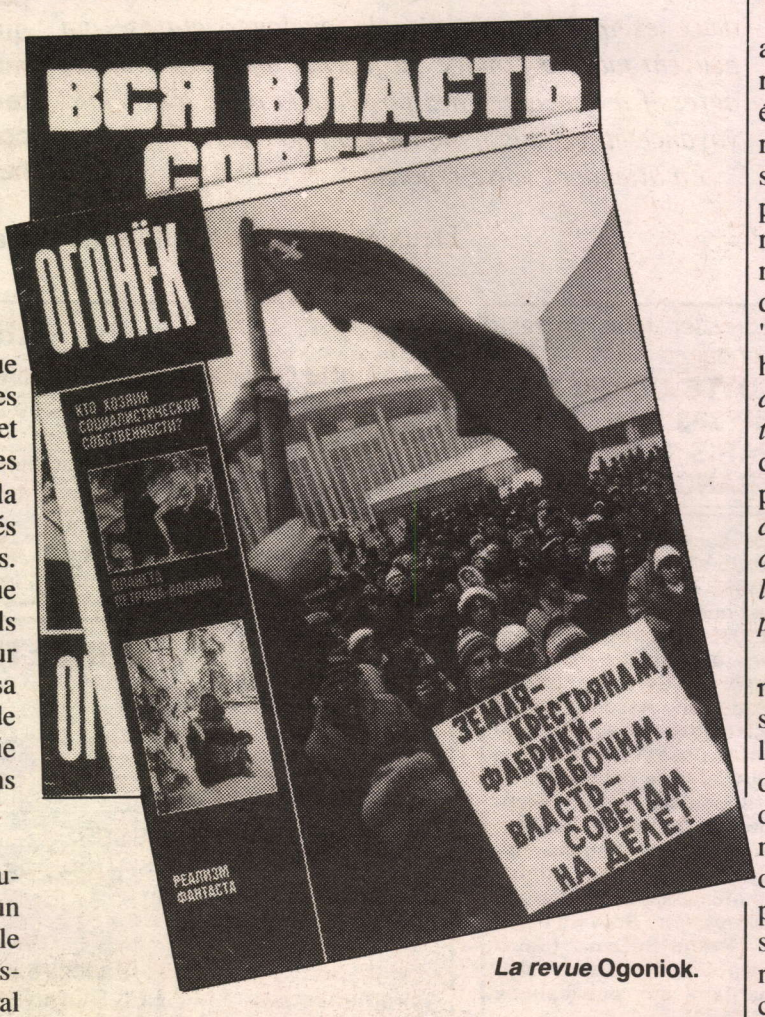
Lettre des profondeurs de l'URSS : le courrier des lecteurs d'Ogoniok *présenté par Irène Commeau-Rufin. Gallimard, Collection Témoins. 130 F.*

"Les temps ont changé, mais tout continue comme avant"

Bien des gens se plaignent que rien n'a changé depuis trois ans. Un lecteur de province signale que la glasnost et la perestroïka *"ne sont pas encore arrivés jusque chez nous"*. Un autre demande s'il est possible de critiquer des responsables qui ne soient ni morts ni écartés du pouvoir. Certains suggèrent des solutions pour démocratiser le système politique : par exemple n'admettre comme candidats que des gens recommandés par le collectif des travailleurs, connaître les faits et gestes de son député dans une chronique des Soviets, avoir la possibilité d'exiger sa démission...

Un lecteur propose que les salles d'attente réservées aux députés du Soviet suprême dans les gares et les aéroports soient mises à la disposition des handicapés et des familles nombreuses. Cela lui vaut une réplique cinglante de la part d'un fils de député au Soviet pour son *"mauvais esprit"* et sa mauvaise interprétation de la perestroïka qui ne signifie pas absence de distinctions entre les citoyens !

Dans une lettre d'un humour savoureux, quelqu'un fait mine de s'apitoyer sur le sort d'une femme de ministre... Mais c'est en général l'indignation ouverte qui



La revue Ogoniok.

Naguib Mahfouz "LE JARDIN DU PASSÉ"

le dernier tome de la trilogie, après "Impasse des deux palais" et le "Palais du désir"

«Ce qui me fait écrire des romans, c'est essentiellement la politique – déclarait Naguib Mahfouz en octobre 1988 à *Témoignage chrétien. Je me sers des problèmes de la famille, de la femme, de la religion, de l'amour, à des fins politiques en vue du progrès social»*... **La trilogie romanesque de Naguib Mahfouz, dont le troisième tome, *Le jardin du passé*, après *Impasse des deux palais* et *Le palais du désir*, vient d'être publié en France, est l'illustration de cette volonté politique. Le cheminement de Kamal depuis son enfance dominée par un père autoritaire, véritable potentat domestique, à ses déboires d'adolescent tourmenté, amoureux des idées nouvelles en même temps que des beaux yeux d'une jeune bourgeoise qui vit à l'occidentale, éclaire les transformations profondes dont l'Egypte a été le siège en ce début de siècle, de la fin de la Première Guerre mondiale aux débuts de la Deuxième.**

Le Jardin du Passé commence dans les années 1930. Kamal, le petit dernier du patriarche Abd el-Gawwad, s'est réconcilié avec son père. D'autant plus que le fastueux Abd el-Gawwad n'est plus. L'homme au double visage, le dictateur sombre qui terrorisait femme et enfants le jour, et courait les bordels la nuit, n'est plus qu'un vieillard impotent. Kamal, lui, est instituteur. Il est toujours passionné de philosophie, mais il est devenu, avec l'âge, sceptique. Son enthousiasme pour le matérialisme a fait place au rationalisme puis à l'amour des sciences... mais la recherche de «la vérité» l'a conduit à douter de tout et surtout sa révolte s'est émoussée : *«Il ne croyait en rien (...) il composait avec les gens et le réel... (...), célibataire en pensée comme il l'est dans la vie»*. Il va maintenant au bordel, bourgeoisement, tous les vendredis, bien qu'il réprouve la chose, parce qu'il réprouve, ainsi qu'il le dit, *«l'esclavage de la femme»*. Et si Kamal continue malgré tout à rêver, il apparaît presque comme un homme fini car précisément vidé de ses enthousiasmes.

Le ton du roman a changé avec le personnage. Le conteur tendre et gentiment ironique est devenu plus distant, l'émotion perce moins, le romancier est devenu le spectateur de sa propre histoire. Le seul terrain que le doute n'est pas parvenu à anéantir totalement est l'intérêt pour la politique : *«Il avait foi dans les droits du peuple ; même si sa raison ne savait où trouver cette voie»*. Kamal (qui paraît très proche de l'auteur) est vaguement épris d'idées sociales, il hésite entre un humanisme de bon bourgeois et malgré tout son attirance pour les idées communistes.

C'est la nouvelle génération, celle des petits-fils du patriarche (les neveux de Kamal), représentée par les frères ennemis, Ahmed le communiste et Abd el Monem, le Frère musulman, qui prend le devant de la scène politique. Au travers des discussions enflammées entre étudiants sur le marxisme, la religion, l'athéisme..., Mahfouz nous introduit dans une Egypte moderne, quasi contemporaine. Les mœurs ont évolué. Les filles, de plus en plus, continuent leurs études. Les fils mettent ouvertement en échec l'autorité du père.

L'indépendance acquise par rapport à la société traditionnelle est bien limitée et fragile cependant. Le personnage du Frère musulman est là et rappelle que l'Egypte moderne a ses partisans de la réaction. Quant à l'indépendance politique obtenue par l'Egypte, elle est toute formelle. La poigne britannique est toujours là. Et avec la Deuxième Guerre mondiale, l'impérialisme britannique impose son gouvernement et des ministres qui lui sont tout dévoués, c'est-à-dire prêts à engager la guerre à ses côtés contre les puissances de l'Axe. Parallèlement, la constitution est une nouvelle fois muselée : c'est l'état d'urgence dans le pays, l'armée et la police raflent les militants, Frères musulmans et communistes. Les deux frères sont embarqués : ni leur bonne naissance, ni les appuis familiaux ne les protègent de la réclusion dans un camp du Sinaï.

Le roman s'arrête en pleine guerre. L'Egypte a-t-elle avancé depuis ? Pour l'auteur le problème se pose toujours sensiblement dans les mêmes termes puisqu'il déclarait à *Libération* en 1985 : *«Si j'écrivais la trilogie aujourd'hui, sans doute y trouverait-on parmi les fils un islamiste et un marxiste...»*

Cécile BERNIER

Le jardin du passé *de Naguib Mahfouz, Editeur J.-C. Lattès, 115 F.*

Signalons la réédition en Livre de Poche Biblio du premier tome, *Impasse des deux Palais*, en attendant les deux autres.

"LE JOUR DE L'ASSASSINAT DU LEADER"

Il s'agit d'une longue nouvelle, plus que d'un roman, suivie d'ailleurs d'autres récits fantastiques ou poétiques.

L'assassinat du leader est celui de Sadate, tué par des militaires intégristes de sa garde. Ce jour-là, une famille de petits fonctionnaires du Caire connaît les difficultés quotidiennes, contraints de travailler du matin au soir, écartelés entre deux boulots, l'un au ministère, l'autre dans une société privée, *«à la poursuite d'une bouchée à manger et du reste, aussi nécessaire»*. Un jeune homme travaille, et son drame est que, depuis trois ans, il attend pour se marier avec une collègue de travail, faute d'avoir les moyens de se payer un appartement.

L'ouverture économique de Sadate a plongé l'Egypte dans *«le tourbillon d'un monde en folie». «J'ai fait ma demande en mariage à l'époque de Nasser et la vérité m'a pris de plein fouet à celle de l'Ouverture»*. Si l'époque de Nasser est vue plutôt avec nostalgie, le «guide» suivant a conduit le pays au désastre économique et militaire.

Les riches par contre sont toujours aussi riches et ont tout pouvoir, surtout celui de dévoyer les sentiments... Si les pauvres ne peuvent se marier, les riches, eux, peuvent acheter une femme, ou même un époux (les femmes de la bourgeoisie se sont émancipées !). Le récit prend une allure de pamphlet. Les différents personnages exhalent leurs rancœurs et leurs déceptions, les espoirs soulevés par la révolution nassérienne ont été trahis : *«Vous avez laissé à vos enfants l'argent et la sécurité, pendant que nous héritions du désarroi, de la faim, des dettes, comme si la révolution n'avait été faite que pour votre bonheur et pour notre misère !»* Sadate avec son «Ouverture» *«n'a laissé que faim et corruption»*, laissant la place au désespoir et au fanatisme des intégristes.

Un témoignage à vif sur l'Egypte d'après Nasser.

C.B.

Le jour de l'assassinat du leader *de Naguib Mahfouz, Bibliothèque arabe. Editions Sinbad, 100 F.*

"LA CHANSON DES GUEUX"

A la différence des autres livres présentés ici de N. Mahfouz, ce roman, même s'il se passe au cœur de la Cité des morts, ce bidonville érigé sur l'un des cimetières du Caire parmi les tombeaux, paraît détaché du temps et surtout de toute préoccupation politique. C'est l'histoire, sur le mode épique, des clans qui se sont succédé pendant cent ans et ont dominé la vie des familles de la Cité des morts, une vie extrêmement hiérarchisée avec ses riches et ses pauvres. Le fondateur du clan, Ashur, était pauvre mais valeureux. Arrivé au pouvoir par ses vertus, il fit bénéficier de sa fortune les pauvres de la Cité, mais ce ne fut pas le cas de ses successeurs. Sombres intrigues, calculs pour le pouvoir, gangs organisés, c'est l'histoire des bas-fonds, mais sur un mode tellement idéalisé avec ses bons et ses méchants que cela donne un conte traditionnel qui se lit agréablement mais n'a que de très lointains rapports avec la vie réelle quotidienne des pauvres qui peuplent les bidonvilles du Caire.

C.B.

La Chanson des gueux *de N. Mahfouz. Editions Denoël, 135 F.*

L'annonce de la libération prochaine de Nelson Mandela, le plus ancien et plus prestigieux prisonnier politique d'Afrique du Sud, a valu au Président De Klerk un certain nombre de félicitations de la part des dirigeants des grandes puissances, de Bush à Thatcher ou Mitterrand, preuve s'il en était besoin que les négociations amorcées entre les dirigeants du pouvoir blanc sud-africain et les représentants de l'ANC, le principal parti nationaliste noir, sont le fruit de négociations engagées aussi au plus haut niveau international.

Bush a invité Mandela à le rencontrer dès sa libération, De Klerk de son côté a reçu une invitation similaire, mais séparée, de Bush et de Thatcher... ce qui laisse penser que les grandes puissances envisagent déjà – dans le cadre du compromis qui se négocie aujourd'hui – la levée des sanctions économiques prises à l'encontre du pays de l'Apartheid. Avant même que celui-ci ait été réellement aboli.

Afrique du Sud

Vers la libération de Mandela

LES PETITS PAS DE DE KLERK

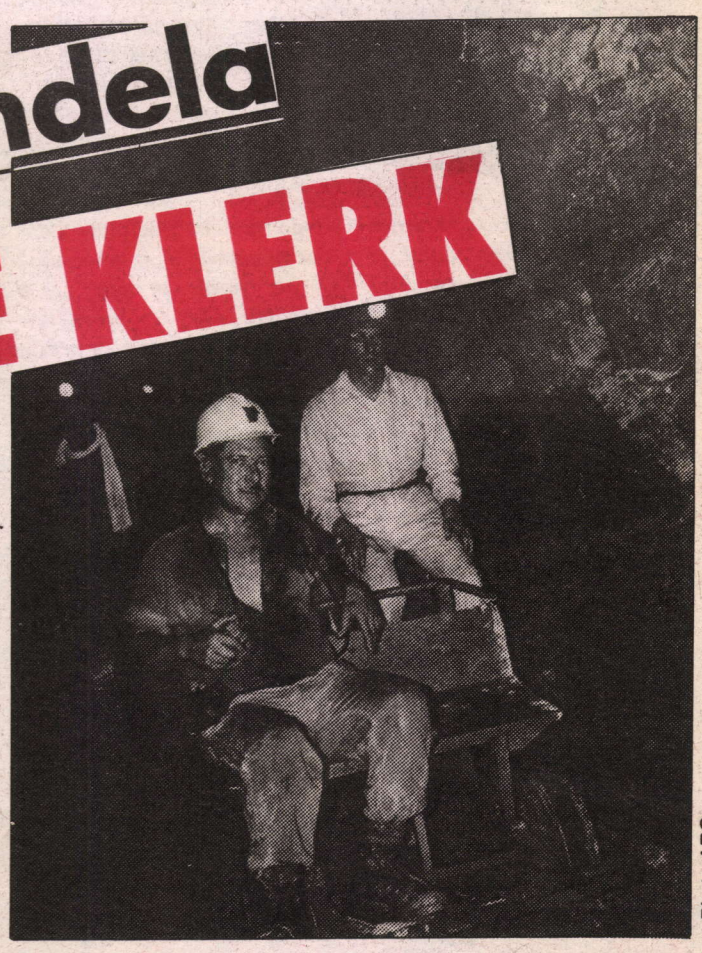


Photo ARC.

Mineurs noirs, contremaîtres blancs. La fin de l'inégalité réelle, ce n'est pas encore prévu.

De Klerk progresse de petits pas en petits pas. Depuis août dernier, il a progressivement autorisé de fait l'existence au grand jour de l'ANC. En octobre, il libérait les autres dirigeants «historiques» de l'ANC... Aujourd'hui il annonce la prochaine libération du dernier de ces dirigeants, Mandela, et celle à venir, de tous les prisonniers politiques, ainsi que la pause dans les exécutions des condamnés à mort «politiques».

Par le biais de la légalisation des partis politiques noirs outre l'ANC, celle du PAC, autre organisation nationaliste noire, du SACP, (le PC sud-africain) ainsi que celle de l'UDF (front regroupant des centaines d'associations noires) – les Blancs sud-africains renonceraient en partie à leur monopole sur la vie politique. Une forme de pluripartisme se mettrait en place.

Evidemment on est encore loin de la fin de toute ségrégation. Le «petit» Apartheid, la ségrégation dans la vie publique régresse, mais l'égalité politique totale et complète entre Blancs et Noirs reste une perspective lointaine. Pour l'instant De Klerk entend conserver aux Blancs le monopole de la vie politique en refusant encore la règle «un homme un vote» qui donnerait inévitablement la majorité aux Noirs.

L'ANC, "interlocuteur valable"

Si aujourd'hui une solution s'amorce avec les reculs successifs du pouvoir blanc, c'est d'abord le fruit de la lutte des Noirs qui, depuis quinze ans, de manifestations de rue en boycott, de grèves en affrontements violents avec les forces de police, ont contraint le pouvoir blanc à rechercher une solution dans la négociation.

L'ANC, principale organisation nationaliste noire, est aujourd'hui en position d'interlocuteur privilégié. C'est avec elle que le pouvoir blanc a entamé un dialogue. C'est elle qui, demain, servira de caution au compromis politique qui sera trouvé.

Pour l'instant les dirigeants de l'ANC ne se déclarent pas pour autant prêts à transiger pour un plat de lentilles. Ils répondent que c'est l'abolition totale de l'Apartheid qu'ils veulent... Winnie Mandela a même répondu plus prosaïquement et plus précisément au discours de De Klerk : *«Nous ne sommes pas prêts à accepter un os sans viande autour»*. C'est une façon de ne pas refuser «l'os» tout en disant qu'il reste à négocier la place faite à l'ANC.

L'ANC peut jouer le rôle d'interlocuteur principal du régime actuel et celui-ci ne s'y est pas trompé : elle offre pour cela la garantie d'avoir su jusque-là encadrer le mouvement ; ses objectifs ne remettent en cause ni l'ordre ni la propriété des bourgeois, même Blancs. Enfin, en essayant d'obtenir la caution des Etats africains, voire celle de l'impérialisme américain, l'ANC se pose en interlocuteur valable pour la bourgeoisie blanche, respectueux de l'ordre et des équilibres internationaux. Le calcul des dirigeants de l'ANC, et le pari des dirigeants blancs comme De Klerk est que, si elle parvenait à arracher la reconnaissance par le pouvoir blanc d'une forme d'égalité pour les Noirs, cela apparaîtrait comme une telle victoire, après tant d'années de lutte, que l'ANC aurait le moyen d'étouffer, sous les cris de joie, les éventuelles voix discordantes qui pourraient s'élever dans le camp anti-Apartheid.

En légalisant l'ANC, c'est sur les dirigeants nationalistes noirs que De Klerk compte désormais pour maîtriser les explosions de colère de la classe ouvrière noire, c'est à eux qu'il passe le relais.

Mais actuellement, s'il y a des manifestations dans la population noire ce sont plutôt des manifestations de joie à l'annonce de chaque nouveau recul du pouvoir blanc. Alors ce ne sont peut-être pas tant les réactions possibles de ce côté qui rendent De Klerk si prudent dans la recherche d'une solution. Ce qui freine le plus De Klerk. Ce sont ses propres troupes au sein de la population blanche.

Certes, une fraction notable de la bourgeoisie blanche est prête à l'évolution annoncée, la souhaite même. C'est le cas d'un certain nombre de financiers qui appuient le parti libéral. Mais, les élections récentes l'ont prouvé, les «petits Blancs s'accrochent, nombreux, à leurs privilèges... tels les Pieds-Noirs d'Algérie en leur temps. Ils se sentent «lâchés» par les conservateurs et sont tentés par les sirènes de l'extrême-droite. Certains n'hésitent pas à prôner le terrorisme et la violence pour conserver leurs privilèges. Alors pour calmer le jeu, faire patienter ses petits Blancs, De Klerk est peut-être prêt à demander encore bien des délais, bien des sacrifices, bien de la patience... aux Noirs !..

Cécile BERNIER

La classe ouvrière noire patiente, les Petits Blancs s'accrochent

Car dans le compromis qui se dessine, ce sont les Noirs pauvres des bidonvilles, les ouvriers des townships, ceux qui ont été de toutes les luttes qui risquent d'être les laissés-pour-compte. Pour l'ANC, le compromis acceptable est celui qui permettrait aux notables noirs de parvenir au pouvoir, comme dans l'ex-Rhodésie voisine, devenue Zimbabwe. Tandis que les prolétaires noirs, eux, attendent de la fin de l'Apartheid autre chose qu'une égalité formelle toute juridique : la fin des injustices, une autre répartition des richesses, une vie meilleure. Mais pour cela, ce sont d'autres luttes et surtout d'autres dirigeants que ceux de l'ANC, des dirigeants qui ne soient pas des bourgeois noirs qu'il faudrait à la classe ouvrière noire...

Chili

MIEUX VAUT CREUSER 100 MÈTRES QUE D'ATTENDRE 100 ANS

Il a fallu l'évasion spectaculaire de 49 prisonniers politiques qui ont creusé un tunnel de 100 mètres de long pour s'échapper d'une prison située en plein centre de Santiago, pour que les «prochaines» autorités du «futur» gouvernement découvrent l'absence de toute garantie judiciaire concernant les prisonniers politiques.

Dans le Chili où cohabitent Pinochet et le prochain futur gouvernement démocratique qui devrait être investi dans quelques mois, il y a encore bon nombre de prisonniers politiques. La plupart sont des militants d'extrême-gauche membres du Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) qui ont organisé ces dernières années la résistance au régime de Pinochet.

La curieuse transition qui est censée assumer sous la houlette du même Pinochet la mise en place d'un pouvoir civil, selon les vœux des électeurs, n'a pas ouvert les portes des prisons.

Les militants du FPMR n'ont pas attendu. Plusieurs dirigeants ont pu s'enfuir, ainsi que quatre des auteurs présumés de l'attentat contre Pinochet en 1986. Voici les autorités anciennes et nouvelles placées devant le fait accompli : sur ce point au moins, l'interminable transition aura reçu un coup d'accélérateur.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995